

11 _ 2023

ENQUÊTE

Enquête Climat

L'opinion dans 13 pays

d'Amérique latine

_Matthieu Cassan

_Lise Gasperi

_Jean-Jacques Kourliandsky



Mathieu Cassan est directeur d'études au département Opinion de BVA. Licencié en histoire et diplômé de l'ESC Pau, il dispose de quinze ans d'expérience dans les études de marché et sondages d'opinion. Spécialiste du décryptage des opinions, de la compréhension de l'individu et des tendances sociétales, il conduit, chaque année depuis 2019, l'étude internationale sur le climat pour la Banque européenne d'investissement (BEI).

Lise Gasperi est chargée d'études senior au sein de BVA Opinion. Diplômée de Sciences Po Paris, elle a acquis dix ans d'expérience dans les études quantitatives et qualitatives en France et à l'international dans de multiples secteurs. Elle a contribué à la réalisation des éditions les plus récentes de l'étude sur la perception du changement climatique pour la Banque européenne d'investissement (BEI).

Jean-Jacques Kourliandsky est directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine à la Fondation Jean-Jaurès.

Note méthodologique

Contexte

La BEI réalise depuis 2018 une enquête internationale sur le changement climatique, dans les 27 pays de l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Royaume-Uni. Cette étude vise à asseoir le positionnement de la BEI comme un des acteurs majeurs de la lutte contre le changement climatique.

À l'instar de toutes les banques publiques de développement, la BEI participe au sommet Finance en commun. Ce sommet vise à encourager la coopération et à rassembler la communauté financière autour d'une action commune en faveur du climat et des objectifs de développement durable (ODD). Cette année, le sommet Finance en commun se tient début septembre à Carthagène, en Colombie. C'est dans cette optique que la BEI a souhaité s'intéresser à la perception du changement climatique et à son impact sur les populations, ainsi qu'aux attentes concernant les politiques publiques pour répondre à l'urgence climatique, dans quelques pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Méthodologie

Le questionnaire a été rédigé conjointement par la BEI et BVA, en s'appuyant au sein de la BEI sur les experts climat et les chefs de bureaux basés dans chacun des pays interrogés, qui ont ainsi pu partager leur expérience et leur connaissance des réalités du pays dans lequel ils sont implantés depuis plusieurs années.

L'enquête a été réalisée en ligne (ordinateur, tablette ou mobile) du 5 mai au 1^{er} juin 2023, dans 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les répondants ont été sélectionnés de manière aléatoire parmi des panels nationaux représentatifs. Les panélistes participent via des enquêtes web auto-administrées. L'échantillon total de 10 587 personnes est composé de 13 échantillons représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus de chaque pays.

La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas et les échantillons de chaque pays ont été pondérés en fonction du sexe, de l'âge et de la région.

La taille du panel représentatif de citoyens dans chaque pays est la suivante :

Pays	Taille d'échantillon	Langue utilisée
Argentine	1001	Espagnol
Brésil	1012	Portugais
Chili	1000	Espagnol
Colombie	1000	Espagnol
Costa Rica	1011	Espagnol
République dominicaine	510	Espagnol
Équateur	1000	Espagnol
Salvador	510	Espagnol
Mexique	1015	Espagnol
Panama	511	Espagnol
Paraguay	510	Espagnol
Pérou	1001	Espagnol
Uruguay	506	Espagnol

Marge d'erreur

Cette étude est soumise aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous

indique les valeurs des marges d'erreur (au niveau de confiance de 95 %) en fonction du résultat obtenu et de la taille de l'échantillon considéré.

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON	INTERVALLE DE CONFIANCE À 95% SELON LE SCORE					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple : Sur la base d'un échantillon de 1 000 répondants, pour un pourcentage de 20 %, la marge d'erreur est de 2,5. Le pourcentage a ainsi 95 % de chance de se trouver entre 17,5 % et 22,5 %.

Analyse de l'enquête

– Matthieu Cassan

– Lise Gasperi

« *Winter is disappearing*¹ », lançait comme un cri d'alerte Raul Cordero dans les colonnes du journal *The Guardian* au début du mois d'août 2023. L'expert du climat de l'université de Santiago du Chili espérait ainsi attirer l'attention face à la vague de chaleur qui a sévi en Amérique du Sud en plein hiver austral.

Les régions de l'Amérique du Sud et des Caraïbes subissent déjà de plein fouet les menaces du changement climatique. Sur tout le sous-continent latino-américain, les phénomènes météorologiques sont exacerbés par des cycles d'El Niño² et de La Niña³ entraînant canicules, sécheresses à répétition, feux de forêts, inondations et glissements de terrain... Ces événements touchent des populations déjà fragiles, générant des dommages économiques et renforçant les inégalités.

Face à une crise environnementale qui s'intensifie en Amérique latine, comment réagissent les citoyens ? Perçoivent-ils les effets du changement climatique ? Quelles conséquences doivent-ils affronter et quelles réponses souhaitent-ils apporter à ces crises ? Le changement climatique n'est-il finalement pas relégué au second plan des priorités derrière un développement économique et social qui touche encore très inégalement l'ensemble de la population ?

Nous allons voir que, malgré des disparités entre les pays, l'environnement constitue bien un enjeu majeur pour les habitants du sous-continent. Touchés par les répercussions du changement climatique, ils attendent des mesures fortes de la part de leurs

gouvernements et considèrent que des politiques volontaristes en faveur du climat seraient source de développement et de croissance économique. Une prise de conscience écologique se fait ainsi de plus en plus jour.

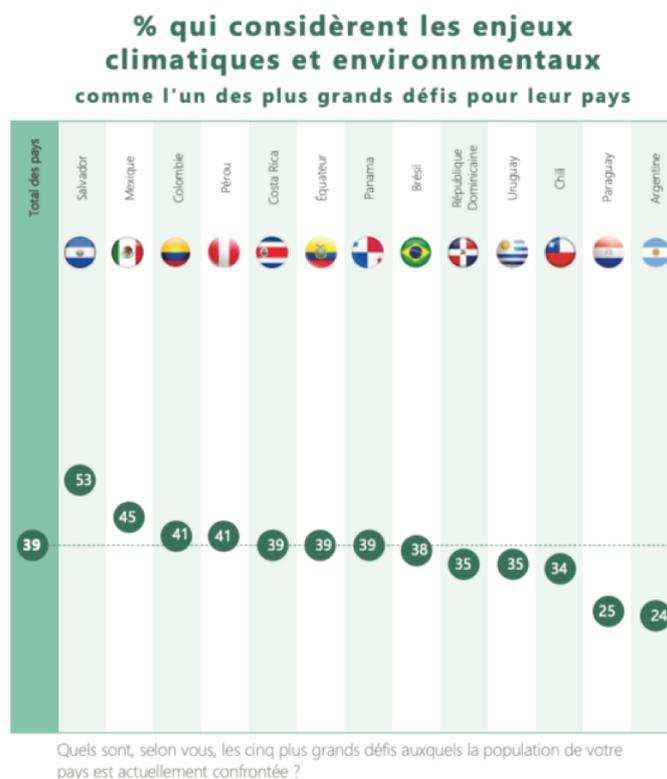
Si violence et pauvreté dominant dans les préoccupations citoyennes, le changement climatique et la dégradation de l'environnement deviennent un enjeu majeur

Le crime et la violence constituent le principal défi auquel doivent faire face les pays de notre étude, selon leurs habitants. Citée par près des deux tiers des répondants (64 %), la lutte contre la violence est l'enjeu qui domine au niveau de la région, suivi par la pauvreté et les inégalités économiques (49 %). Le Salvador, le Panama et le Paraguay sont les seuls pays à accorder une plus forte importance aux problématiques de chômage, alors que cet enjeu socio-économique arrive au troisième rang des préoccupations au niveau global (40 %).

1. « L'hiver est en train de disparaître », en référence à l'une des phrases les plus iconiques tirées de *Game of Thrones* (« *Winter is coming* » ; « L'hiver arrive » en français).
2. Il s'agit d'un phénomène climatique naturel associé au réchauffement des températures de surface de l'océan dans le centre et l'est de l'océan Pacifique tropical.
3. Il s'agit d'un phénomène climatique naturel qui se traduit par la diminution de la température à la surface des eaux de l'est de l'océan Pacifique.

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont considérés comme un défi majeur par près de quatre répondants sur dix (39 %), dans les pays latino-américains et des Caraïbes. Il n'y a que dans trois pays du sud du continent que ces problématiques ne sont citées que par un tiers des répondants ou moins, et ne figurent pas parmi les cinq premières préoccupations des habitants : l'Argentine (24 %), le Paraguay (25 %) et le Chili (34 %). Si l'effet

générationnel n'a pas d'influence sur l'importance des enjeux environnementaux, un critère géographique rentre néanmoins en ligne de compte : le lieu de résidence. En effet, au niveau du sous-continent, les habitants des métropoles et des grandes villes sont en moyenne plus sensibles à ces problématiques environnementales que les habitants des zones rurales (41 % vs. 30 %).



Pour la très grande majorité des habitants de la région, le changement climatique résulte des activités humaines (76 %), telles que la combustion de pétrole, de gaz et de charbon. Seule une infime minorité des habitants du sous-continent remettent aujourd'hui en cause le changement climatique. On ne compte que 5 % de climato-sceptiques au niveau régional, mais avec des représentations plus marquées au Brésil (7 %) et en Argentine (9 %). Les habitants des régions rurales se montrent également plus sceptiques quant au changement climatique : 12 % d'entre eux ne croient pas en son existence. Enfin, la part de négationnistes tend à diminuer avec l'âge : ils représentent 6 % des 50 ans et plus, mais seulement 4 % des 15-29 ans.

Une majorité écrasante des citoyens ressentent d'ores et déjà les effets du changement climatique dans leur quotidien

Le changement climatique s'illustre dans la réalité quotidienne de plus de 9 personnes interrogées sur 10 (91 %) du Mexique en passant par l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. 57 % des citoyens disent même que ce phénomène impacte « beaucoup » leur vie quotidienne. Bien que dominant

partout, ce constat est encore plus prégnant au nord du sous-continent (Salvador, 96 % ; Colombie, 94 % ; Costa Rica, 94 %) et comparativement légèrement moins exprimé au sud du continent (Uruguay, 84 % ; Paraguay, 84 % ; Argentine, 85 %). Les

populations urbaines, plus sensibilisées à la question climatique, sont également plus nombreuses à déclarer en ressentir les conséquences au quotidien (92 %), comparativement aux habitants des zones rurales (84 %).

% qui estiment que le changement climatique a un impact sur leur vie quotidienne



Avez-vous l'impression que le changement climatique a un impact sur votre vie quotidienne ?

Le changement climatique et les dégradations environnementales associées pèsent également de manière très concrète sur les ressources des citoyens en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au global, ils sont 7 sur 10 à reconnaître un effet négatif de l'évolution du climat sur leurs revenus ou moyens de subsistance (70 %). Si ce sentiment est majoritaire dans tous les pays étudiés, il est particulièrement marqué dans les Andes (Pérou, 77 % ; Équateur, 75 % ; Colombie, 74 %) et en Amérique centrale (Costa Rica, 76 % ; Salvador, 75 %), ainsi qu'au Mexique (75 %). Les personnes âgées de 30 à 64 ans, représentant la force active de ces pays, sont également plus nombreuses à déplorer les répercussions économiques du changement climatique (73 % contre 58 % pour les plus de 64 ans), tout comme les femmes (72 % contre 67 % pour les hommes).

Les effets de la dégradation climatique sur la santé sont la principale répercussion du changement climatique perçue par la majorité des citoyens

Interrogés sur la nature des impacts du changement climatique sur leurs conditions de vie (santé, accès à l'eau, situation économique et lieu de vie), les citoyens des 13 pays étudiés pointent en premier lieu des répercussions d'ordre sanitaire. Ils sont en effet plus d'un sur deux (52 %) à sentir de manière tangible les effets du changement climatique sur leur santé (tels que la déshydratation due à la multiplication des

vagues de chaleur ou encore les problèmes respiratoires liés à une qualité d'air dégradée par les incendies ou les émissions industrielles). Les effets sur la santé sont particulièrement ressentis au Salvador (68 %), au Mexique (60 %) et au Costa Rica (59 %).

Au niveau du sous-continent, les habitants des grandes villes sont plus nombreux à déclarer ressentir des effets du changement climatique sur leur santé que les habitants des zones rurales (55 % contre 36 %).

% qui ont subi des difficultés en raison du changement climatique

Moyenne des 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes



Avez-vous, vous-même ou votre famille, déjà subi certaines des difficultés suivantes en raison du changement climatique et de la dégradation de l'environnement ?

Un tiers des habitants (34 %) expriment également avoir fait face à des difficultés d'accès à l'eau, pouvant s'accompagner de conflits pour l'accès à cette ressource. On observe toutefois de fortes disparités selon les pays. Dans certains d'entre eux, l'accès à l'eau est un problème majeur qui concerne plus de la moitié des habitants : Mexique (54 %), Uruguay (57 %), République dominicaine (60 %). Ainsi, en Uruguay, face au manque d'eau lié à la sécheresse, le gouvernement a déclaré fin juin l'état d'urgence et fait le choix de mélanger de l'eau salée à l'eau douce pour parer au manque. Mais les longues sécheresses liées au changement climatique ne font qu'aggraver un problème préexistant, dû au manque d'entretien des infrastructures et à la mauvaise gestion des ressources hydriques.

Une part presque aussi importante des répondants (29 %) déclare avoir rencontré des difficultés économiques à la suite d'événements climatiques extrêmes. Les phénomènes tels que les inondations et les sécheresses ont des conséquences directes tant sur les infrastructures que sur les moyens de subsistance des populations de cette région. En effet, de nombreuses communautés dépendent directement des ressources naturelles pour subsister et ces phénomènes météorologiques extrêmes ne font qu'augmenter l'insécurité alimentaire et les risques de migration climatique. Ce n'est donc pas surprenant que ces difficultés économiques soient particulièrement citées dans des pays qui ont connu de grosses inondations et des glissements de terrain en début d'année : au Pérou (37 %), touché en mars-avril, au Paraguay (35 %) en février, au Costa Rica et en Équateur (34 %).

De manière plus marginale (11 %), les citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes évoquent des situations d'exode migratoire dû au changement climatique (déplacement dans son propre pays ou dans un pays voisin en raison de la perte de son milieu de vie ou de l'accès aux ressources). L'Équateur se distingue particulièrement sur ce sujet avec près de 20 % des citoyens concernés par les migrations climatiques. Les événements récents connus par ce pays tels que le séisme de mars 2023 et les glissements de terrain qui en ont résulté, ou plus récemment les inondations survenues au mois de juin 2023, expliquent probablement ce résultat.

Le sujet de la migration climatique inquiète cependant la majorité des habitants

On remarque que le sujet de la migration climatique, bien que peu tangible à l'heure actuelle, suscite des

inquiétudes réelles parmi les populations des 13 pays interrogés. C'est en effet la moitié de la population de ces pays (54 %) qui considère qu'elle pourrait dans le futur être contrainte de déménager dans une autre région ou un autre pays en raison du changement climatique et de ses conséquences. Cette crainte est exprimée de manière encore plus vive au Mexique (59 %) ainsi que dans les pays andins (Équateur, 61 % ; Colombie, 58 % ; Pérou, 54 %), mais également auprès des jeunes générations (59 % des répondants âgés de moins de 30 ans partagent cette appréhension) et de la population active (57 %). Au global, dans 9 pays sur les 13 étudiés, la moitié des habitants estiment qu'ils pourraient devoir déménager en raison du changement climatique. Cela montre bien l'inquiétude croissante des populations face aux répercussions du changement climatique sur leurs ressources et conditions de vie et souligne l'importance d'adopter des politiques adaptées pour relever ce défi.

% qui pensent devoir déménager dans une autre région ou un autre pays à cause du changement climatique



Pensez-vous, dans le futur, devoir déménager dans une autre région ou un autre pays en raison du changement climatique ?

Les citoyens de la région sont prêts à accepter des politiques plus strictes et sont optimistes quant à leurs retombées économiques

Les citoyens des 13 pays interrogés sont quasiment unanimes concernant l'impact de leurs comportements individuels sur la lutte contre le changement climatique. Ils sont en effet 83 % à s'accorder sur le fait que leurs actions peuvent faire une différence dans ce contexte. Hormis en Argentine (71 %) et en Uruguay (71 %), où la proportion est légèrement plus faible que dans les autres pays, cette conviction est très largement répandue dans la région. Les populations urbaines d'Amérique latine et des Caraïbes sont encore une fois davantage convaincues que leur comportement peut avoir un impact (85 %), contrairement

aux populations rurales (68 %) qui paraissent plus résignées.

L'idée que leurs actions individuelles ont un impact s'accompagne d'une forte attente envers les gouvernements : 88 % des répondants se déclarent en faveur de mesures plus strictes de la part des pouvoirs publics en matière climatique. Les pays qui se sentent d'ores et déjà les plus touchés par les variations climatiques sont aussi ceux qui souhaitent des politiques plus rigoureuses ; c'est notamment le cas du Pérou (95 %), du Mexique (93 %), du Salvador (93 %) ou de la République dominicaine (93 %). Les plus âgés sont un peu plus réfractaires à des mesures plus restrictives en matière climatique : 82 % des 65 ans et plus y sont favorables (contre 89 % des 15-49 ans). La prise de conscience des enjeux climatiques semble inciter les populations à accepter des changements de politique et de mode de vie dans un souci de durabilité.

% en faveur de mesures gouvernementales plus strictes pour lutter contre le changement climatique



Seriez-vous favorable à des mesures gouvernementales plus strictes imposant des changements de comportement pour lutter contre le changement climatique ?

Outre des mesures plus strictes, c'est tout un changement de paradigme que les citoyens appellent de leurs vœux. Ils sont 8 sur 10 (80 %) à penser que les gouvernements devraient en premier lieu promouvoir une croissance durable, respectueuse de l'environnement et résiliente face au changement climatique plutôt que de se concentrer sur la seule croissance économique. Il n'y a donc pas, pour plus des trois quarts des habitants, de choix à faire entre développement économique et enjeux écologiques. Les deux sujets semblent aujourd'hui interdépendants et doivent être traités de manière concomitante. Il est à noter qu'au Brésil et en Argentine, cette idée, bien que majoritaire, n'est pas aussi largement soutenue que dans les autres pays de la région (74 % de soutien au Brésil et 62 % en Argentine).

C'est ainsi avec optimisme que les citoyens des 13 pays entrevoient ces mutations politiques. Les trois quarts d'entre eux (76 %) pensent qu'elles amélioreront leur vie quotidienne, 72 % voient dans ces politiques de lutte contre le changement climatique une source de croissance économique et de richesse pour leur pays, et plus des deux tiers (68 %) sont d'avis qu'elles seront créatrices de nouveaux emplois. C'est donc, au global, plus de 9 citoyens sur 10 qui associent les politiques durables avec au moins un effet positif pour leur pays. Les moins de 50 ans et les habitants des grandes villes et métropoles sont plus convaincus encore des effets positifs que pourraient porter ces politiques.

Les énergies renouvelables sont fortement soutenues

En cohérence avec leurs perceptions accrues de la réalité climatique, les citoyens des 13 pays étudiés expriment une nette préférence pour les énergies renouvelables. 80 % d'entre eux sont d'avis que leur pays devrait prioriser les investissements dans ces sources d'énergie durable : 51 % soutiennent en premier lieu les installations d'envergure telles que les centrales hydroélectriques, éoliennes, solaires ou géothermiques, alors que 29 % sont en faveur de plus petits dispositifs du type panneaux solaires ou petites centrales hydroélectriques. Ces résultats ne sont pas étonnants

au regard du mix énergétique de la région latino-américaine qui est déjà à prédominance renouvelable, en comparaison avec les autres continents du globe, et qui fait figure de leader dans ce domaine. L'Argentine se distingue cependant encore une fois par un soutien moins marqué à ces énergies durables (62 %).

Conclusion

Les effets du changement climatique se font sentir de manière de plus en plus prégnante en Amérique latine et dans les Caraïbes et les dommages économiques que cela entraîne menacent d'accroître la pauvreté et les migrations de population dans la région. Les populations semblent majoritairement avoir pris conscience de l'urgence d'agir et se disent volontaires, prêtes à changer de comportement car elles considèrent que leurs actions individuelles ont un impact et peuvent contribuer à relever ce défi. Elles attendent également, de la part de leurs gouvernements, des engagements forts et des politiques plus strictes en matière environnementale.

D'un point de vue politique, bien que les pays latino-américains restent relativement disparates quant à leur implication dans la transition écologique, une prise de conscience écologique semble se dessiner. En ce mois d'août 2023, au Sommet de l'Amazonie, les pays sud-américains d'Amazonie réunis à Belém, au Brésil, ont décidé de former une alliance contre la déforestation, appelant à la nécessité d'« une action urgente afin d'éviter le point de non-retour ». Le président brésilien Lula et l'Amérique latine de façon plus générale souhaitent désormais peser davantage sur le débat mondial en matière de changement climatique. Fort de la promesse de Lula de faire de la préservation de l'environnement une priorité pour son pays, le Brésil accueillera ainsi en 2024 la COP30, à Belém, au cœur de l'Amazonie. À l'instar du Costa Rica, qui est le premier pays à avoir inscrit dans sa Constitution le « droit à un environnement sain et écologiquement équilibré », les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sauront-ils insuffler un état d'esprit progressiste pour protéger l'incroyable biodiversité du continent et permettre à leur population de vivre dans des conditions durables ?

Amérique latine et changement climatique : une réactivité contrainte par l'asymétrie sociale et internationale

– Jean-Jacques Kourliandsky

*Se seco el arroyito
Que pasaba por mi casa*
(« Il n'y a plus d'eau

Dans le ruisseau
Qui passait près de chez moi »)

COMPAY SEGUNDO, chanteur cubain

Les réponses aux questions sur le changement climatique posées à un échantillon représentatif de personnes originaires de 13 pays latino-américains par les responsables de l'enquête Climat sont chargées de sens. Mais elles nécessitent, pour en juger de façon pertinente, une prise en compte géographique, géo-historique, géopolitique et géo-écologique.

Les populations et les gouvernements d'« Amérique latine¹ » comprennent, au même titre que d'autres, la nécessité de se protéger des effets du changement climatique. Ils en ont souffert les conséquences parfois dramatiques, du Mexique à la Terre de feu. Leurs États, conscients de l'enjeu et du risque, participent, depuis la conférence de Rio en 1992, à tous les événements internationaux traitant de « gouvernance environnementale ». Le sujet est inscrit à toutes leurs rencontres intergouvernementales, de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique) à la CAN (Communauté andine des nations), en passant par la CELAC (Communauté des États

d'Amérique latine et de la Caraïbe) et le Mercosur (Marché commun du Sud). Ils ont créé une institution particulière concernant l'Amazonie, l'OTCA (Organisation du traité de coopération amazonienne)².

Mais d'autres préoccupations pèsent sur le quotidien et imposent leur priorité aux populations comme aux États. Le sondage, dont les résultats figurent dans cette étude, réalisé au mois de mai 2023 est à cet égard révélateur. À la fin du premier semestre 2023, l'insécurité, la pauvreté et le chômage étaient pour les personnes interrogées les sujets dominants.

Faut-il y voir une spécificité latino-américaine, conséquence du mal-développement et de la mauvaise répartition sociale de ses fruits ? La lecture d'enquêtes effectuées sur cette question, en France, ne permet pas de valider ce jugement. Un sondage effectué fin 2022 a de façon assez similaire relégué le changement climatique derrière d'autres considérations, jugées prioritaires, relatives au quotidien, au coût de la vie en particulier³.

1. Cette définition géographique est ici adoptée par commodité. L'auteur est conscient des contestations dont elle fait l'objet.

2. Mayden Solano Jimenez et Ana Milena Molina Beltrán, « La gobernanza ambiental suramericana : retos y potencialidades », dans Eduardo Pastrana Buelvas et Hubert Gehring, *Suramerica en el escenario global : gobernanza multinivel y biregionalismo*, Cali, Pontificia Universidad Javeriana-Konrad Adenauer Stiftung, 2014.

3. Enquête Ipsos-EDF, *Énergie et environnement*, « Obs'Cop 2022 » (Observatoire international climat et opinions publiques).

Les résultats, en Amérique latine comme en France, reflètent les préoccupations qui à un moment donné affectent la vie de tous les jours : l'inflation, le chômage, l'insécurité. Mais, bien qu'elles soient « communes » en Europe comme en Amérique latine, ces inquiétudes ne sont pas hiérarchisées dans le même ordre. La violence, les homicides occupent en Amérique latine la première place.

L'insécurité pour les Latino-Américains est priorisée pour des raisons objectives, qui passent avant les combats contre le changement climatique. Les taux d'homicide y sont les plus élevés de la planète¹, y compris chez les protecteurs de la nature. Selon l'ONG britannique Global Witness, les trois quarts des environnementalistes tués en 2021 étaient brésiliens, colombiens, honduriens et mexicains. En Amérique latine, les défenseurs des forêts, et plus généralement de l'environnement, vivent dans un contexte criminogène qui n'est pas celui de leurs homologues européens.

Autre différence, l'Amérique latine a été colonisée par l'Europe. Les indépendances ont été conquises sur les métropoles et leurs fonctionnaires locaux, civils et militaires par les créoles « blancs » descendants des colons espagnols et portugais. La situation des populations originelles, ici appelées, en dépit des contestations terminologiques, « indiennes », est restée politiquement et socialement périphérique. Tout autant que celle des Africains, déplacés outre-Atlantique et restés en esclavage plusieurs années après les indépendances. Un « Nouveau Monde », prétendument découvert, a été inventé par les Européens, sorte d'Eden paradoxal riche en ressources naturelles, vertes, et au sous-sol regorgeant d'argent et d'or². La nature a, depuis « la découverte » du « Nouveau Monde », été au cœur de constructions idéologiques et littéraires occidentales, contradic-

toires, mais convergeant toutes sur un point. L'Amérique en général, l'Amérique latine en particulier, est le territoire des possibles, utopiques ou pionniers. La nature est disponible, tout comme ses populations originaires, « bons sauvages » un jour, « sauvages » tout court un autre. Une main-d'œuvre mobilisable pour des aventures productivistes, pour la création de royaumes³, ou plus récemment concrétisant les mythes révolutionnaires et religieux⁴ de l'écologie indigéniste⁵. Les autochtones et afro-descendants sont aujourd'hui encore victimes de comportements discriminatoires perpétrés par les élites de l'indépendance. Ils vivent pour beaucoup dans des espaces naturels et urbains périphériques – campagnes, forêts, montagnes, « quartiers » –, qui leur sont disputés, parfois avec une grande violence.

La transition énergétique revient donc, pour les gouvernants de Colombie et du Brésil en accord avec cette analyse, à proposer un changement fictif, inscrit sans débat à l'ordre du jour des sommets sur l'environnement. Imposé au monde en développement, il est accompagné d'injonctions et de menaces de rétorsion commerciale, conduisant le Brésil à parler de « colonialisme vert⁶ ». Le « colonialisme vert » fait l'objet de critiques portant sur son agenda biaisé au détriment des pays latino-américains, comme sur le fait qu'il prolongerait, sous un couvert éthique, une relation inégale. Rien donc de nouveau sous le soleil !

Ces inégalités internes sont aussi celles d'une région du monde n'ayant toujours pas conquis son autonomie internationale et qui accepte difficilement les injonctions écologiques, au nom des intérêts supérieurs de l'humanité, venues du monde développé, qu'elles soient formulées par les responsables des grandes puissances économiques et militaires, par leurs multinationales agricoles et minières ou par

1. Le taux des homicides au Brésil était en 2021 de 22,3 pour 100 000 habitants, de 28,7 au Mexique, soit 47 500 personnes assassinées au Brésil et 36 579 au Mexique. Ce taux était aux États-Unis de 6,5 (soit 21 570 personnes) et en France de 1,34 (soit 734 personnes). Ces chiffres de l'UNODC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) sont issus de son rapport 2022.

2. Description des paysages faite dans son journal par Christophe Colomb : Christophe Colomb, *Relations de voyage*, Paris, La Découverte, 1982.

3. Par exemple pour Antoine Tounens en Patagonie et Jules Gros au nord de l'Amazonie brésilienne.

4. Jacques Galinier, Antoinette Molinier, *Les Néo-Indiens, une religion du troisième millénaire*, Paris, Odile Jacob, 2006.

5. Michaël Löwy actualise le mythe du bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau dans Michaël Löwy et Daniel Tanuro, *Luttes écologiques et sociales dans le monde, allier le vert au rouge*, Paris, Textuel, 2021, chapitre « Amérique latine, les indigènes au premier rang des luttes écosociales », pp. 44-62.

6. Dénoncé par ailleurs, au sujet de l'Afrique, par Guillaume Blanc, *L'Invention du colonialisme vert*, Paris, Flammarion, coll. « Champs essais », Paris, 2022.

leurs associations environnementales. Ces rappels à respecter une éthique environnementale universelle sont perçus, ainsi que l'a répété le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, comme une forme de « colonialisme vert¹ ».

La violence au cœur des enjeux climatiques

Héritage, toujours actuel, d'une histoire politique et sociale, la violence est au cœur des prises de conscience climatique. Les questions environnementales et les initiatives visant à réduire l'impact du changement climatique sont, comme toutes les autres, inscrites dans un tel contexte.

La nature rappelle de façon récurrente et brutale les effets dramatiques que peut avoir le dérèglement climatique mondial. Quelques exemples parmi d'autres, en trois lieux éloignés les uns des autres : les Andes, l'Amérique latine atlantique et, à la jonction des deux océans, l'Amérique centrale.

Les glaciers andins fondent et déversent leur eau dans des lacs avec le risque de débordements susceptibles d'emporter villes, villages et habitants. Depuis 1970, les glaciers ont perdu au Pérou, selon l'Agence nationale de l'eau, 71% de leur superficie. Cinquante lacs glaciers sont ainsi en surveillance au nord de Lima dans la Cordillère blanche. En 1970, en effet, la chute d'un flanc de montagne dans un lac a provoqué la mort de 20 000 personnes². Côté atlantique, alors qu'un énorme aquifère a été identifié du sud du Brésil, en Argentine et au Paraguay, une sécheresse exceptionnelle a contraint l'Uruguay, en mai 2023, à compenser un grave déficit en eau potable avec de l'eau salée. En l'absence de précipitations, les barrages alimentant Montevideo ont

perdu la quasi-totalité de leurs capacités³. En Amérique centrale, entre les océans Atlantique et Pacifique, l'Autorité du canal de Panama (ACP), faute de pluies suffisantes permettant l'alimentation du système des écluses, a depuis le 30 juillet 2023 réduit le nombre de bateaux en transit journalier de 40 à 32. Le 25 août, cette réduction a été prolongée d'une année⁴.

Aux violences de la nature viennent s'ajouter celles des humains. Les activités industrielles, minières, l'agriculture intensive ou encore l'élevage extensif aggravent l'impact des violences environnementales en Amérique latine. Leurs responsables – entreprises locales, transnationales occidentales et chinoises – créent des richesses au prix de graves dommages causés à l'environnement, alimentant le changement climatique.

La déforestation de l'Amazonie par des éleveurs et des agro-industriels est sans doute le mieux documenté de ces comportements prédateurs. Les faits étaient déjà signalés en 1981 par René Dumont et Marie-France Mottin⁵. Ce déboisement continu, avec un pic particulièrement élevé pendant la mandature du président Jair Bolsonaro (2019-2022), a permis au Brésil d'être le premier exportateur mondial de viande bovine. Par ricochet, elle a donné une impulsion à la culture du soja, dont ici encore le Brésil est devenu le premier exportateur. Ailleurs, au Brésil encore mais aussi en Colombie, en Équateur et au Pérou, le développement incontrôlé d'activités minières a généré de nombreux accidents environnementaux et un accroissement de la pollution. Le dossier pétrolier Chevron en Équateur est l'un des plus exemplaires. De 1962 à 1992, la société Texaco, rachetée par Chevron en 2003, a procédé à des rejets de déchets ayant contaminé la nappe phréatique, les cours d'eau et la santé de populations autochtones. Chevron a exploité 356 puits et déversé sans aucun traitement préalable 71 millions de litres de résidus pétroliers et 64 millions de litres de pétrole brut⁶.

1. En particulier le 27 août 2023 à São Tomé e Príncipe, au cours de la 14^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des pays de langue portugaise.

2. Cet accident avait été provoqué par un tremblement de terre et peut aujourd'hui se répéter sous l'effet du réchauffement climatique.

3. Voir Sebastian Fest, « Agua racionada contra la sequia en Uruguay », *El Mundo*, 20 juin 2023.

4. Carmen Morán Brena, « El cambio climático acecha al canal de Panamá », *El País*, 18 août 2020, et *BBC Mundo*, 29 août 2023.

5. René Dumont, Marie-France Mottin, *Le mal-développement en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1981.

6. Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, *La verdad sobre la contaminación de la Amazonia por Chevron-Texaco*, Quito, 2013.

Les faits dénoncés par les victimes de Texaco-Chevron devant les tribunaux locaux, nord-américains et internationaux depuis 1993 n'ont toujours pas donné lieu à réparation¹. Les recours se sont heurtés à des complicités administratives et sociales locales, et parfois nationales, avec les pollueurs et destructeurs de forêts. La fabrication de faux documents de propriété, appelés *grilos* au Brésil, acceptés par les autorités comme valides, a permis aux pollueurs de spolier au Brésil des terres « indiennes » et des terres *quilombolas*².

Des militants, des manifestants ont été menacés de mort et souvent assassinés, soit par des tueurs à gages au service d'intérêts miniers ou agricoles, soit par les forces de l'ordre. Au Brésil, le 22 décembre 1988, Chico Mendes, collecteur de latex et défenseur de la forêt amazonienne, a été exécuté par un grand propriétaire terrien et l'un de ses fils. Au Brésil encore, au *quilombo* de pêcheurs sur l'île de Mahé face au port industriel de Salvador de Bahia, l'activiste afro-descendante, Eliete Paraguassu Da Conceição, a été menacée de mort en 2021 par des hommes de main au service d'entreprises polluantes. En Colombie, les milices d'extrême droite ont pendant longtemps et sous couvert de lutte contre les guérillas d'extrême gauche procédé à un « nettoyage » social et à l'accaparement de terres³. Au Pérou, 45 personnes manifestant contre des intérêts miniers sont décédées entre 2004 et 2019, victimes des forces de l'ordre ; plus particulièrement dans la région de Cajamarca, où ce fut le cas d'opposants à la mise en exploitation d'une mine d'or affectant les réserves d'eau par la Minera Yanacocha, contrôlée par la société des États-Unis Newmont Minery Corporation⁴. Au Honduras, le 3 mars 2016, Berta Cáceres, militante environnementale et « indienne », a été assassinée par les tueurs

à gages d'une entreprise de travaux publics, DESA (Desarrollos Energéticos).

Le lien existant entre violences homicides et défense de l'environnement est si évident que la première convention interaméricaine sur le sujet porte sur cette question. La Convention d'Escazú, signée dans cette petite localité proche de San José, capitale du Costa Rica, le 4 mars 2018, et entrée en vigueur le 22 avril 2021, a pour objet principal la protection physique des militants du changement climatique⁵.

Ces crimes environnementaux se sont heurtés à la résistance des personnes affectées et sont à l'origine de mobilisations environnementales défensives, réactives et spontanées, plus ou moins bien assumées par des collectifs plus larges.

Comment réduire les inégalités et protéger l'environnement ?

L'enquête a révélé une autre priorité, celle de manger, jugée moins prioritaire que l'insécurité mais plus urgente que celle du changement climatique. Deux gouvernements, ceux de la Bolivie et de l'Équateur, ont inscrit l'exigence climatique et environnementale dans leurs programmes de gouvernement, sans renoncer à leurs priorités sociales. En Équateur, la Constitution adoptée en 2008 a pour porter cette exigence « verte » repris une terminologie autochtone, traduite en « Bien Vivre » (*Buen Vivir*). La loi 71 de 2010 en Bolivie affirme vouloir défendre les droits de la « Terre Mère », sous une formulation également d'origine indienne. L'intellectuelle marxiste chilienne

1. Voir Hernando Calvo Espina, « Chevron pollueur, mais pas payeur », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

2. Les *quilombos* sont des terres occupées au Brésil par les descendants de « nègres marrons ». Voir le documentaire de Marco Bechis, *La terre des hommes rouges*, 2008 ; Michaël Löwy, « Les luttes écosociales des indigènes », *Écologie et Politique*, n°46, 2013 ; Amauri Queiroz, « Cambio climático y modelo extractivista en poblaciones afrodescendientes », dans CEDET, *Impacto de la minería extractiva en el cambio climático en comunidades afrodescendientes en América Latina y el Caribe*, Lima, 2016.

3. En particulier, pour l'agro-industrie, la société Urapalma SA (Unión de Cultivadores de Palma de Aceite en el Urabá) et pour le secteur minier et énergétique les sociétés Drummond (États-Unis) et Ecopetrol (Colombie). Voir Leidy Tatiana Lizcano Rico, *Las empresas y el conflicto armado en Colombia*, Bogota, Universidad externado de Colombia, 7 août 2021, et Oscar Mauricio López, « Las empresas colombianas y extranjeras que señalo Salvatore Mancuso de promover el paramilitarismo en el país », Buenos Aires, *infobae*, 21 mai 2023.

4. Luis Enrique Perez, site Convoca Perú, <https://escuela.convoca.pe/>

5. Intitulé exact du traité : « Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice sur les questions environnementales en Amérique latine et dans la Caraïbe ».

Marta Harnecker a résumé l'exigence d'une compatibilité environnementale et sociale de la façon suivante : « L'un des grands défis posé aux gouvernements de gauche est de mettre en pratique un modèle de développement économique qui ne repose pas sur l'exploitation indiscriminée des ressources naturelles, mais qui cherche à restaurer le métabolisme harmonieux qui doit prévaloir entre l'homme et la nature¹. » Mais très vite, les gouvernements se sont trouvés face à une équation impossible. Le recours au concept de développement durable n'a pas permis – ou mal – de la résoudre. Le dilemme a été ainsi synthétisé dans une publication de la fondation du Parti des travailleurs brésilien : « Les avancées sociales de la politique du Bien Vivre ont été notables, tout comme ses contradictions. Les tensions provoquées par le développement d'activités extractivistes et développementalistes ont miné le gouvernement et été à l'origine de conflits avec les mouvements sociaux. [De fait], l'arbitrage a été néo-développementaliste². »

Certains dirigeants ont privilégié le développement quel qu'en soit le prix écologique. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a fait ce choix. Il a en 2021 justifié son refus de participer à la COP26 en ces termes : « Ras-le-bol de ces hypocrisies et de ces modes, le fondamental c'est de combattre les inégalités monstrueuses de ce monde [...]. Le constat, c'est qu'en même temps il y a ces sommets pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, et l'accroissement par les pays les plus puissants de la production et de l'extraction du pétrole³. » Le pétrole, au Mexique d'AMLO, compte tenu de ses potentialités financières, est le moteur d'une croissance au Mexique qui se veut équitable. Ses revenus ont servi à financer des investissements présentés comme générateurs d'emplois et de richesses : une raffinerie, un aéroport, un train construit dans la forêt primaire d'une région sous-développée.

Gustavo Petro, en Colombie, a fait le pari inverse. Il a indiqué publiquement son intention de suspendre l'exploitation d'une grande mine de charbon à ciel ouvert et celle des gisements pétroliers et a fait devant la COP27 une proposition concrète, développée en dix points : « L'humanité doit être consciente que si elle ne répond pas à l'urgence climatique, elle est condamnée à l'extinction » (point 1) ; « Le marché n'est pas l'instrument principal qui peut permettre de surmonter la crise climatique [...]. Seule le peut la planification publique et globale, multilatérale⁴ » (point 2). Cette annonce a toutefois été au fil des mois corrigée. Le gouvernement s'était engagé initialement à fermer les exploitations d'énergie fossile existantes, puis à interdire toute exploitation minière nouvelle, et donc un maintien en l'état, faute de ressources alternatives, des gisements de charbon et de pétrole. La presse économique colombienne a signalé le 28 août 2023 que la Colombie avait accru ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) de 60 %, triplant celles enregistrées en 2021. Le lendemain, le 29 août 2023, la découverte d'un gisement gazier dans le nord du pays par la société NG Energy était annoncée par les médias. La ministre des Mines et de l'Énergie, qui a renoncé à ses fonctions le 19 juillet 2023, a présenté dans sa lettre de démission un bilan reflétant ces ambiguïtés énergétiques croissantes. Elle y affirme avoir lancé en appel d'offres un projet d'énergie éolienne, mais autorisé la poursuite des prospections gazières et pétrolières.

Le président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva s'est engagé avec prudence sur une voie environnementale sélective. Il a publiquement déclaré que le combat contre le changement climatique était désormais une priorité brésilienne. Il l'a dit en tant que président élu à la COP de Charm el-Cheikh et l'a réaffirmé à l'occasion de ses déplacements internationaux, après être entré en fonction. À Bruxelles le 17 juillet 2023, le sommet Union européenne-CELAC lui en a

1. Marta Harnecker, « Respetar la naturaleza, uno de los más grandes desafíos de los gobiernos de izquierda », *Crisis ambiental, cambio climático y geopolítica*, n°7, janvier-avril 2014.
 2. Pedro Bocca, Fátima Mello et Gonzalo Berrón, *EQUADOR*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 2017.
 3. Elias Camhadji, « López Obrador se lanza contra la COP26 », *El País*, 3 novembre 2021.
 4. « Las diez propuestas de Petro para combatir la crisis climática », *Portafolio*, 7 novembre 2022.

donné l'opportunité : « Le Brésil, a-t-il dit, prendra ses responsabilités. C'est un engagement assumé [...]. Nous entendons discuter avec tous les pays du monde de la préservation de la flore¹. » L'administration en charge de la protection de l'environnement, l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles durables), a été renforcée² ; un coup de frein a été donné à la déforestation de l'Amazonie ; la concertation avec les pays amazoniens a été relancée ; une rencontre bilatérale avec la Colombie a été organisée le 8 juillet 2023, puis un sommet de tous les gouvernements concernés s'est tenu à Belém les 8 et 9 août 2023. Afin de densifier les échanges entre pays amazoniens, le ministère brésilien des Relations extérieures a organisé dans les locaux de son école diplomatique, du 31 juillet au 3 août 2023, un cours de « diplomatie amazonienne » à l'intention de jeunes diplomates des pays membres de l'OTCA³. Par ailleurs, les petits pollueurs, chercheurs d'or clandestins, *garimpeiros*, vecteurs d'un empoisonnement des eaux du bassin amazonien, ont été pourchassés avec des moyens militaires. Mais la nécessité de disposer de ressources budgétaires permettant de répondre aux attentes sociales a imposé la perpétuation, comme au Mexique, de l'économie pétrolière, y compris en Amazonie. Un feu vert a ainsi été donné à l'exploitation d'un gisement pétrolier dans l'embouchure du fleuve Amazone, en dépit de recommandations réservées émises par l'Ibama.

On notera les hésitations des Latino-Américains, « sondés » en situation réelle, c'est-à-dire dans le cadre d'une élection. Le 20 août 2023, les Équatoriens étaient appelés à voter pour choisir leur président, ainsi que pour se prononcer sur la suspension ou la perpétuation de l'exploitation d'un gisement pétrolier en forêt amazonienne. Yuki Pérez, candidat « indien », avait mis la défense de l'environnement au cœur de son programme mais n'a obtenu que 3,8 % des suffrages exprimés. Les Équatoriens ont favorisé Luisa González, candidate la plus sociale et dont le parti, Révolution citoyenne, et l'ancien président, Rafael Correa, ont été à l'origine de la mise en

exploitation du gisement Yasuni ITT visé par le référendum du 20 août 2023. Pourtant, de façon majoritaire, les électeurs ont voté, le même jour, pour l'option demandant la suspension de l'exploitation du gisement pétrolier Yasuni ITT. Ce gisement assure en effet 12 % de la production pétrolière nationale. Luisa González a d'ores et déjà annoncé que, en cas de victoire présidentielle à l'issue du deuxième tour du 15 octobre 2023, elle ferait tout son possible pour préserver ce gisement et mettre les revenus qui en sont tirés au service du combat contre les inégalités.

Défendre l'environnement en souveraineté

Le changement climatique interpelle tous les pays du monde. La conscience d'un défi transnational a généré des initiatives populaires et associatives exigeantes à l'égard des États du Nord comme du Sud. L'urgence d'une prise de conscience environnementale est portée par des ONG latino-américaines à l'origine de la création de lieux pour en débattre, les Forums sociaux mondiaux, initiés au Brésil en 2001.

Pourtant, en Amérique latine comme dans d'autres « Suds », on assiste à la montée en puissance de résistances fondées sur le sentiment d'un débat pipé et perpétuant la subalternité internationale de la « région ». Certes, le « Nord » a, dit-on à Bogota ou Brasília, bien diagnostiqué un mal, qui est universel, mais le traitement proposé, la transition énergétique, répond, selon un certain nombre de gouvernants latino-américains, à une double logique définie par le seul « Nord ». Elle perpétue le productivisme et la société de consommation, faisant le pari que de nouvelles sources d'énergie pourront sans problème assurer la permanence du développement consumériste et de l'économie de marché. Deux sociologues sud-américains, le Brésilien Breno Bringel et l'Argentine Maristelle Svampa, ont défendu, à ce sujet, la

1. *Veja*, 17 juillet 2023.

2. Un concours visant à recruter 257 fonctionnaires a été annoncé le 15 août 2023.

3. Ministerio das Relações Exteriores, *Nota à imprensa n°318*, 1^{er} août 2023.

thèse selon laquelle les pays du G7 et leurs multinationales, sous couvert d'un combat universel contre le changement climatique, ont été les auteurs d'un tour de passe-passe. On est passé, disent-ils, du « consensus des produits de base » au « consensus de la décarbonation »¹. En clair, la dynamique géopolitique et économique ainsi actualisée soutiendrait un projet extractiviste amendé de façon marginale. Le lithium est désormais extrait du sous-sol latino-américain, en lieu et place du gaz ou du pétrole. Les deux auteurs illustrent leur propos en signalant un nouveau type de conflits comme celui qui, au nord de l'Argentine, mobilise des populations indigènes déplacées par la mise en exploitation d'un gisement de lithium, minerais nécessaires aux batteries des voitures électriques.

Les pays du Mercosur par exemple reprochent à ceux de l'Union européenne de « verdir » leur protectionnisme agricole, pour reporter aux calendes grecques la ratification de l'accord de libre-échange entre les deux ensembles. On notera que, au-delà de la défense de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, les pays du Mercosur centrent leurs critiques sur la mauvaise foi commerciale des partenaires européens. Au Mexique, dans le même ordre d'idées, le président AMLO a rejeté l'argumentation écologique présentée le 2 septembre 2022 par John Kerry, émissaire pour le climat du président Biden, pour contester la privatisation de la compagnie mexicaine d'électricité (CFE) et celle des gisements de lithium.

Derrière des querelles présentées comme écologiques, il y a aussi le refus d'accepter les critiques venant du monde développé, considéré comme responsable historique de la crise climatique. Beaucoup de responsables latino-américains estiment que les pays émergents n'ont pas à participer de façon identique à une politique visant à corriger des erreurs dont ils ne sont pas responsables, et encore moins à accepter d'aliéner, au nom de la sauvegarde de la planète, leur souveraineté sur une partie de leur territoire considérée comme écologiquement importante.

L'ancien chef de l'État équatorien, Rafael Correa, avait proposé aux pays riches de contribuer financièrement à la préservation d'un espace amazonien pour le protéger de toute exploitation pétrolière. L'Équateur renonçait à exploiter un gisement pétrolier prometteur, à condition de recevoir des compensations financières. Cela n'ayant pas été le cas, le gisement a été mis ultérieurement en exploitation. Au Brésil, les suggestions d'internationalisation de l'Amazonie, faites au nom de l'intérêt de la planète par le président français Emmanuel Macron, se sont heurtées à une fin de non-recevoir générale. Sous le mandat du président Bolsonaro, les forces armées brésiliennes ont actualisé les menaces pesant sur la souveraineté nationale, en ciblant la France, pays frontière en Guyane, présentée comme une menace pour la sécurité du pays². Dès sa prise de fonction en janvier 2023, le président Lula a clairement indiqué que les questions amazoniennes relevaient des pays concernés, parties au traité OTCA. Le président brésilien n'a pas assisté à la conférence sur les forêts tropicales organisée à Libreville par la France et le Gabon, mais a invité à Belém son homologue français à un sommet de l'OTCA, ainsi que les chefs d'État des deux Congo et de l'Indonésie. Emmanuel Macron ne s'est pas rendu à Belém. Le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, et celui de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, ont participé à la rencontre. Un autre rendez-vous a été décidé entre les représentants des trois grands bassins forestiers mondiaux (Amazonie, Congo, Indonésie) à la fin du mois d'octobre 2023. Les pays du « Nord » souhaitant préserver l'Amazonie ont été invités à cotiser à un fonds dédié à cette cause. L'Allemagne et la Norvège en seront les grands contributeurs.

Un regard, partiel et sans doute partial, a été porté par l'auteur de cet article sur la perception latino-américaine du combat pour la défense du climat. Il a permis, en dépit de ses limites, de tirer une brève conclusion d'ordre général. Loin d'être consensuelle, la lutte contre le changement climatique suit les

1. Breno Bringel, Maristella Svampa, « Del "Consenso de los Commodities" al "Consenso de la Descarbonización" », *Nueva Sociedad*, n°306, juillet-août 2023.

2. Jean-Jacques Kourliandsky, *Brésil et France, les intermittences d'une reprise diplomatique bilatérale*, Fondation Jean-Jaurès, 3 juillet 2023.

lignes de faille séparant riches et pauvres, puissants et périphériques, Nord et Sud. Ce combat est conflictuel et peut être accompagné, comme en Amérique latine, de violences. Résorber les malentendus sur cette question suppose la construction de compromis prenant en compte une juste répartition des efforts, débattus et élaborés au sein d'un système international reconnaissant de façon effective l'égalité des États, garantissant donc l'écoute des gouvernements, de leurs opinions, et un accès effectif à la table des décisions.

Argentine et urgence climatique

– Hayley Stevenson

Professeure de relations internationales, Université Torcuato Di Tella-Buenos Aires

L'époque actuelle donne de nombreuses raisons d'être préoccupé par la sécurité et la stabilité de nos sociétés. Le changement climatique est l'un des multiples problèmes se disputant l'attention publique, ce qui invite les responsables politiques à mettre en œuvre des mesures concrètes. L'enquête de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur le climat aide à comprendre la perception en Amérique latine et dans la Caraïbe du changement climatique et de ses risques. Avant de commenter les résultats de cette enquête, il convient de contextualiser en examinant d'autres données concernant la région.

Au cours de la dernière décennie, plusieurs enquêtes internationales ont montré que l'Amérique latine et la Caraïbe étaient la région ayant le niveau de préoccupation climatique le plus élevé du monde¹. Point commun à toutes les enquêtes internationales, le changement climatique n'est pas le thème principal de préoccupation, bien qu'il soit une inquiétude pour la majorité des gens (partout et pas seulement dans la région Amérique latine-Caraïbe). L'enquête de la BEI confirme cette observation. Même si la région est confrontée à des problèmes urgents (pauvreté, violence et insécurité, crises économique et politique), on y reconnaît la gravité du changement climatique et on se préoccupe beaucoup de son impact sur la vie des générations actuelles et futures.

L'ensemble formé par les pays latino-américains et caribéens est celui qui est le plus préoccupé par le chan-

gement climatique. Certains d'entre eux le sont plus que d'autres, y compris dans les classements internationaux. Une enquête internationale de l'université de Yale aux États-Unis, réalisée en 2022, signale que, sur un total de 110 pays, le Costa Rica se situe au troisième rang parmi les pays dont les personnes interrogées pensent que le changement climatique a commencé². Le Chili est le pays où les sondés se disent assez ou très préoccupés par le changement climatique³. Le Chili est également le pays où on considère que le changement climatique devrait être une priorité gouvernementale importante et même très importante. Mexicains et Portoricains viennent immédiatement derrière les Chiliens⁴. Le Mexique est aussi le pays où une majorité des personnes consultées estime que le changement climatique affectera beaucoup les générations de demain. Suivent le Chili, Porto Rico et le Costa Rica⁵. Enfin, le Brésil est le pays où la majorité des personnes répond qu'il est possible d'associer croissance économique et action visant à contenir le changement climatique⁶.

L'enquête BEI sur le climat montre des variations assez nettes entre pays d'Amérique latine et de la Caraïbe concernant la perception du changement climatique. Mais si l'on envisage la question dans son contexte international, les pays classés en bas au niveau régional ne le sont plus au niveau international. Par exemple, la BEI signale que les climatosceptiques dans la région sont peu nombreux, sauf en Argentine,

1. *Earth Day 2022: Public opinion on change*, version 1, Ipsos Global Advisor, avril 2022 ; *Global Concern about Climate Change. Broad Support for Limiting Action*, Pew Research Center, novembre 2015 ; Anthony Leiserowitz, Jennifer Carman, Seth Rosenthal Rosenthal et al., « International Public Opinion on Climate Change », New Haven, CT, Yale, 2022.

2. Anthony Leiserowitz, Jennifer Carman, Seth Rosenthal Rosenthal et al., « International Public Opinion on Climate Change », *op. cit.*, 2022, p. 3.

3. *Ibid.*, p. 3.

4. *Ibid.*, p. 4.

5. *Ibid.*, p. 3.

6. *Ibid.*, p. 4.

où « une personne sur dix estime qu'il n'y a pas de changement climatique ». Mais 9 % de climatosceptiques, c'est un taux peu élevé, et encore plus si on fait des comparaisons à l'échelle mondiale¹.

Pour quatre sur dix des personnes interrogées par la BEI, le changement climatique et l'environnement se placent parmi les cinq plus grands défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les habitants de leur pays. Les enjeux majeurs mis en avant sont la violence et le crime, suivi par la pauvreté, les inégalités et le chômage. Il est intéressant de comparer cette observation avec celle d'autres enquêtes internationales. Dans l'une d'entre elles, parmi 31 pays du monde, les gens ont en plus du changement climatique, sept autres grandes préoccupations : la santé, la guerre et le terrorisme, le manque d'argent, les comportements inciviques, le Covid-19, l'éducation et le crime². On peut constater les variations de préoccupations principales d'un pays à l'autre, mais le changement climatique reste une préoccupation commune à l'Amérique latine, comme du reste du monde.

L'enquête de la BEI indique que les Argentins et les Paraguayens sont beaucoup moins enclins à placer le changement climatique et l'environnement dans les cinq plus grands défis de leur pays, tout comme le Chili, l'Uruguay et la République dominicaine. L'observation est assez surprenante au vu des résultats d'autres enquêtes. Celle de Yale signale que plus de 70 % des personnes consultées dans tous les pays de la région pensent que le changement climatique devrait être une priorité gouvernementale élevée voire très élevée. L'Argentine, le Paraguay, le Chili, l'Uruguay, la République dominicaine ne font pas exception. S'il est vrai que la question posée dans les deux enquêtes est différente, il serait raisonnable de penser que le changement climatique figure pour tous les pays de la région dans les cinq plus grands défis nationaux. Ce qui veut dire que les deux enquêtes ne sont pas cohérentes entre elles.

Les observations de l'enquête de la BEI diffèrent de façon surprenante sur un autre point de celle d'Ipsos de 2022. Cette dernière ne classe pas les préoccupations dans les 31 pays ciblés, mais elle indique pourtant que le Chili est, sur les 31 pays, le deuxième manifestant sa préoccupation pour le changement climatique (69 % des sondés se déclarent assez ou très préoccupés)³. Dans la même enquête, l'Argentine occupe le cinquième rang, avec 63 % d'assez ou très préoccupés, largement au-dessus de la moyenne, qui est de 48 %⁴. L'Uruguay et la République dominicaine ne figurent pas dans l'enquête Ipsos. En conclusion, l'enquête Ipsos a noté des niveaux de préoccupation au Chili et en Argentine plus élevés qu'au Brésil et au Mexique, mais similaires à ceux de la Colombie.

Une autre différence surprenante porte sur le pourcentage de personnes estimant que les activités humaines sont à l'origine du changement climatique. Pour la BEI, 76 % des enquêtés sont de cet avis, alors que, pour Yale, pas plus de 60 %. À l'inverse de l'enquête BEI, enfin, celle de Yale place Argentine et Brésil au-dessus de l'Amérique centrale⁵.

L'enquête de la BEI signale que 54 % en moyenne des personnes interrogées pensent être amenées à déménager dans une autre région, ou un autre pays, dans le futur en raison du changement climatique. Observation ici encore en discordance avec celle de Yale, pour qui, dans la majorité des pays de la région, pas plus de 50 % à 60 % de la population considèrent que le changement climatique affectera gravement sa vie personnelle⁶. Par ailleurs, si 50 % des Argentins indiquent qu'ils auront sans doute à déménager en raison du changement climatique, ce chiffre est dans une fourchette se situant entre 30 % et 40 % dans l'enquête Yale. Difficile d'interpréter ces écarts.

Laissant de côté ces comparaisons, l'enquête de la BEI met bien en évidence les différentes perceptions existant dans la région. Mais au-delà du constat, ces différences de perception d'un pays de la région à l'autre

1. *Ibid.*, p. 6.

2. *Earth Day 2022: Public opinion on change*, version 1, *op. cit.*, avril 2022, p. 5.

3. *Ibid.*, p. 5.

4. *Ibid.*, p. 6.

5. *Ibid.*

6. Anthony Leiserowitz, Jennifer Carman, Seth Rosenthal Rosenthal et al., « International Public Opinion on Climate Change », *op. cit.*, 2022, p.

sont difficiles à comprendre. Comment tirer des conclusions sur les raisons d'une préoccupation relativement élevée par rapport au reste du monde et les raisons pour lesquelles les niveaux de préoccupation sont différents d'un pays de la région à l'autre ? Cette difficulté vient des limites de la recherche. Nous avons plusieurs enquêtes internationales qui nous donnent des informations sur la perception du risque climatique dans divers pays et sur le degré de soutien aux multiples mesures prises pour y faire face. Mais pour bien comprendre, il nous faudrait des études, essentiellement comparatives, qui creusent les facteurs expliquant ces perceptions. Pour l'instant, les travaux sur les perceptions et opinions relatives à l'environnement se sont concentrés quasi exclusivement sur les pays du Nord global (en particulier l'Europe et les États-Unis, mais aussi la Chine)¹. Ces études indiquent que les sondages d'opinion varient d'un pays à l'autre. Entre facteurs à prendre en compte, le niveau d'éducation, l'âge, le genre, les revenus, les types de population (rurale ou urbaine), et les valeurs culturelles². Les croyances relatives au changement climatique sont également déterminantes. Les personnes qui croient qu'il s'agit d'un phénomène naturel ne signalent pas la même chose que celles qui croient que c'est un phénomène provoqué par l'activité humaine³. L'idéologie comme indicateur de perceptions est très forte aux États-Unis (les libéraux et les démocrates ont une préoccupation plus forte que les conservateurs et les républicains). Mais on ne sait pas si ce facteur est aussi significatif dans d'autres pays. Les autres indicateurs, aux États-Unis, sont l'accès aux médias et la participation civique, tandis qu'en Chine ce sont les revenus et la localisation géographique qui sont les plus importants⁴.

Pour mieux comprendre les écarts existants entre pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, il faut se référer à d'autres enquêtes comparatives. L'absence de cohérence entre les données des enquêtes internationales

est révélatrice de la nécessité de se reporter à d'autres approches quantitatives et qualitatives. Cela dit, les réponses concernant l'Argentine dans l'enquête de la BEI méritent une réflexion permettant quelques explications. Les réponses aux questions posées concernant l'Argentine dans l'enquête BEI suggèrent que les niveaux de préoccupation sont plus bas que dans les autres pays de la région. Parmi 13 pays, l'Argentine est le pays ayant un pourcentage élevé de personnes se sentant peu concernées par les défis du changement climatique et de la dégradation de l'environnement (62 %, contre 80 % en moyenne pour les 12 autres pays). Le Paraguay, de façon encore plus prononcée que l'Argentine, estime que les investissements dans les énergies renouvelables ne sont pas une priorité. L'Argentine est aussi très en dessous de la moyenne en ce qui concerne la priorité qui devrait être donnée par les gouvernements pour une transition vers un modèle économique protecteur de l'environnement, encourageant le développement durable, capable d'affronter les retombées du changement climatique (62 %, contre 80 % dans la région en moyenne pour les 12 autres pays). Cette image de l'Argentine diffère de beaucoup de celle donnée par l'enquête de Yale. Dans cette dernière enquête, l'Argentine apparaît comme un pays ayant un niveau de préoccupation climatique très élevé, et en conséquence très favorable à la réduction de la consommation d'énergie fossile. Subtilité signalée par l'enquête Yale, les Argentins reconnaissent qu'il y a un problème lié au changement climatique qui les préoccupe, mais pour beaucoup cette question ne les touche pas personnellement. Il est vrai que l'Argentine n'est pas l'un des pays les plus vulnérables, comparé à d'autres pays du monde. Selon un indicateur réalisé par l'université Notre-Dame aux États-Unis, en Amérique latine, les pays les plus concernés sont l'Équateur, le Salvador et la République dominicaine ; le Chili, le Paraguay et le Costa Rica étant les moins vulnérables. Cette étude

1. Fait exception la thèse de Claire Evans, *Public Opinion on the Environment and Policy in Latin America*, juin 2020 : https://ir.vanderbilt.edu/bitstream/handle/1803/10089/EVANS-DISSERTATION-2020.pdf?sequence_1.
2. Emily Pechar Diamond, Robert Bonnie et Elizabeth Rowe, « Rural Attitudes on Climate Change: Lessons from National and Midwest Polling and Focus Groups », Université de Rhode Island, 2020 : https://nicholasinstitute.duke.edu/sites/default/files/publications/Rural-Attitudes-on-Climate-Change-Midwest_1.pdf.
3. Tien Ming Lee, Ezra M. Markowitz, Peter D. Howe, Chia-Ying Ko, Anthony A. Leiserowitz, « Predictors of public climate change awareness and risk perception around the world », *Nature Climate Change*, vol. 5, pp. 1014-1020.
4. *Ibid.*

de vulnérabilité place l'Argentine en milieu de tableau, au huitième rang sur les 13 pays sélectionnés. Dans le monde, 115 pays sont plus vulnérables que l'Argentine¹. Compte tenu de cela, il serait erroné de considérer ces données comme une absence d'intérêt évidente en Argentine pour le changement climatique. L'Argentine et les Argentins vont être affectés par le changement climatique et une majorité d'entre eux le reconnaît, mais il y a en ce moment un contexte qui permet de comprendre que d'autres problèmes les préoccupent davantage.

Il est possible que le facteur important pour expliquer les écarts entre les deux enquêtes sur l'Argentine vienne du calendrier. L'enquête de Yale révèle une image de l'Argentine plus concernée et préoccupée par le changement climatique que celle de la BEI. L'enquête de Yale date de mars-avril 2022. Quel était le contexte socio-économique à ce moment-là ? L'inflation était de 6,7 % et son taux interannuel de 55 %. Le « blue dollar » [« dollar bleu », dollar parallèle, par opposition au « billet vert »] était de 200 pesos argentins pour un dollar². 36,5 % des personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. L'enquête de la BEI a été effectuée un an plus tard, en mai-juin 2023. L'inflation était à cette date de 7,8 %, le taux interannuel de 114,2 % avait doublé et le peso argentin avait subi une lourde dévaluation, avec un « blue dollar » à 492 pesos. 40,1 % des Argentins vivaient alors sous le seuil de pauvreté. Dans un tel contexte, il aurait été surprenant que beaucoup d'Argentins se sentent préoccupés par le changement climatique. Ce contexte permet de comprendre pourquoi un certain nombre d'Argentins se sont montrés un peu moins

préoccupés par le changement climatique que l'année précédente.

Un autre élément significatif de calendrier est la coïncidence de l'enquête BEI avec la campagne présidentielle. Elle a été réalisée trois mois quasiment avant les élections primaires. Le changement climatique n'a pas été un thème central de la campagne des candidats principaux. De fait, il a été pratiquement absent de leurs discours, commentaires et engagements. Unique mention de ce thème, les commentaires radicalement climatosceptiques de Javier Milei, candidat arrivé en tête des primaires avec 30 % des voix³. Le fait que ses commentaires ne reflètent pas la perception de la grande majorité des Argentins indique que la question du changement climatique n'interfère pas dans le vote. Les Argentins déterminent leur vote beaucoup plus sur les sujets liés à l'économie et à la sécurité.

En dépit d'une conjoncture particulière, en Argentine, les perceptions reflétées dans les deux enquêtes signalent que les gens reconnaissent le problème du changement climatique comme un problème mondial. Il y a peu de climatosceptiques, le niveau du soutien à la prise de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique est assez élevé, comme dans les autres pays de la région. Il y a des différences, des variantes, mais prise en bloc, l'Amérique latine est une région particulièrement consciente du changement climatique, où les majorités appuient les mesures visant à le contenir pour s'y adapter.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

1. Notre-Dame Adaptation Initiative, *ND-GAIN Index 2023*.

2. Type de change non officiel, mais toléré. Sur le marché officiel, les Argentins ne peuvent pas acheter plus de 200 dollars par mois.

3. Les primaires, obligatoires, simultanées et obligatoires, ont eu lieu le 13 août 2023.

Brésil et urgence climatique

– Josinaldo Aleixo

Sociologue et anthropologue, consultant Amazonie de l'Institut international d'éducation du Brésil (IEB)

Nous ne pouvons contester que les émissions de carbone causées par l'être humain dans cette période de développement post-révolution industrielle soient la cause de l'urgence climatique affectant l'espèce humaine. Le sixième rapport du Groupe de travail et du panel intergouvernemental changement climatique des Nations unies (IPCC) démontre que la probabilité d'atteindre ou de dépasser la barre des 1,5 °C entre 2021 et 2040 est de 50 %. Ce laps de temps est en avance d'une décennie sur ce qui avait été prévu par l'IPCC dans son rapport spécial sur le réchauffement climatique global de 1,5 °C. Le rapport précise que ce chiffre limite sera rapidement atteint en raison d'estimations plus importantes de réchauffement historique et de réchauffement estimé à court terme.

L'injustice climatique est bien ressentie par l'ensemble des personnes latino-américaines et caribéennes interrogées par la Banque européenne d'investissement (BEI) dans l'enquête sur le climat réalisée par l'institut de sondages BVA.

La rapide mutation du climat de la planète a déclenché un signal d'alerte. Si cette tendance se poursuit, le réchauffement global pourrait, à la fin du siècle, dépasser 3,3 °C, voire 5,7 °C au-dessus des niveaux constatés à l'ère pré-industrielle. Un chiffre qu'il convient de mettre en perspective : la Terre, en trois millions d'années, n'a jamais dépassé un réchauffement global de plus de 2,5 °C.

Cette enquête est importante dans la mesure où elle rend compte du ressenti des personnes vivant dans un certain nombre de pays latino-américains et caribéens importants, mettant en évidence Des préoccupations révélatrices du sentiment partagé de l'impact du changement climatique dans la vie quotidienne et dans les modes de vie. L'enquête met en évidence que les conséquences du changement

climatiques ne sont pas vécues de la même façon. Les graves impacts liés aux événements climatiques extrêmes différent avec le niveau d'exposition et de vulnérabilité des populations touchées. Les plus pauvres sont celles qui sont exposées aux risques les plus importants, car ils ont moins de capacités d'adaptation. Les conséquences sont plus sévères dans les pays du Sud que dans ceux du Nord, et notamment pour les plus vulnérables.

En Amérique latine, dans la Caraïbe et en Afrique, en effet, la pauvreté, l'ampleur des inégalités sociales, la marginalisation de genre ou d'ethnie, de couleur de peau, de statut, d'âge sont des facteurs aggravant les tragédies liées au changement climatique. Les enfants, les jeunes, les femmes, les autochtones, les populations traditionnelles, les très pauvres sont les plus exposés. Avec un réchauffement de 2,7 °C, les chaleurs extrêmes toucheront 2 milliards d'individus, vivant à plus de 99 % dans le Sud global, dont la moitié à la campagne.

L'enquête démontre, en outre, que les citoyens dans leur grande majorité attribuent le changement climatique à l'action humaine. En témoignent les 76 % de réponses en ce sens, face aux 5 % de personnes interrogées climato-sceptiques. Ceci permet par ailleurs de visualiser les conséquences économiques, sociales, environnementales et politiques du phénomène. Par exemple, 91 % des sondés estiment subir le changement climatique dans leur vie quotidienne, le ressenti le plus sévère étant signalé au Mexique, en Amérique centrale et dans la communauté andine.

C'est dans ce contexte d'injustice climatique que 70 % des personnes interrogées déclarent que le changement climatique et la dégradation de l'environnement ont affecté leurs revenus, occasionnant des pertes diverses. Les populations rurales, plus

particulièrement, souffrent de l'irrégularité des précipitations, qui réduisent le débit des grands fleuves amazoniens, générant la désertification. La convention des Nations unies contre la désertification (CNULCD) a signalé que la région [latino-américaine] est soumise à un cercle vicieux de surexploitation et de dégradation des sols, d'accroissement de la productivité, facteurs de plus grande pauvreté, d'insécurité alimentaire, de migrations sur fond de changement climatique. Se combinent, en effet, des températures élevées générées par l'augmentation dans l'atmosphère de dioxyde de carbone, qui ont des conséquences négatives : raréfaction de l'eau, réduction des pluies dans les zones qui naturellement ont une pluviométrie basse.

La moitié des personnes interrogées signale aussi des impacts notables sur leur santé, avec une intensité plus grande en Amérique centrale et dans la Caraïbe. 52 % sont en manque d'eau. De fait, pour l'Organisation internationale du travail (OIT), 56 % des populations rurales latino-américaines et caribéennes sont en situation de vulnérabilité. Les impacts du changement climatique sur leur santé sont la conséquence d'événements climatiques extrêmes : augmentation des températures, diminution des quantités d'eau et altération de la qualité de l'eau, pollution de l'air, de l'insécurité alimentaire, augmentation des pathogénies porteuses de maladies.

91 % des sondés disent que le changement climatique affecte déjà leur vie. Et ce de différentes manières : 29 % déclarent des pertes économiques, 70 % signalent un impact sur les sources de leurs revenus, plus particulièrement en Amérique centrale, au Mexique et dans la communauté andine, 34% se disent sérieusement touchés par la raréfaction de l'eau.

On est surpris par le pourcentage de ceux qui ont été contraints de partir : 11 %. L'existence de réfugiés climatiques dans le contexte latino-américain et caribéen est préoccupante. L'Équateur, avec 20 % des personnes interrogées, est le plus concerné par des migrations d'origine climatique. Par ailleurs, 54 % se disent convaincus qu'ils devront quitter leur région ou leur pays en raison de changements climatiques, notamment en Colombie, en Équateur, au Mexique et, en plus faible proportion, au Pérou, au Salvador, au Brésil, au Chili, en République dominicaine et en Argentine.

Il y a quelques années, le débat sur le changement climatique était circonscrit à la communauté scientifique. Mais l'aggravation de la situation, désormais publique, se lit dans l'enquête. 76 % des Latino-Américains sont convaincus que les activités humaines, l'usage du pétrole et du gaz émettant du carbone, sont à l'origine des changements climatiques. 80 % insistent plus sur la durabilité que sur la croissance économique. Cela permet de comprendre que les pertes d'aujourd'hui et la peur de pertes dans le futur ont créé une dynamique d'opinion publique plus attentive et combative sur la question du climat.

De fait, 88 % des sondés sont d'accord avec des actions concrètes et radicales pour enrayer ce processus. Les pays les plus affectés par le changement climatique (Mexique, communauté andine et Amérique centrale) sont ceux qui ont les pourcentages les plus élevés à ce sujet. Un sentiment d'urgence citoyenne est perceptible dans les chiffres : 84 % à 89 % des personnes interrogées dans ces pays disent que la priorité de leurs économies doit être la protection de l'environnement, la promotion d'un développement durable en mesure de contenir l'impact du changement climatique.

Beaucoup de gens se rendent compte de l'urgence d'une action gouvernementale centrée sur l'élaboration de politiques publiques plus concrètes pour les populations, particulièrement pour les plus pauvres, les aidant à gérer les impacts déjà présents. Malheureusement, les pays les moins sensibilisés à cette nécessité sont justement ceux qui sont dans les régions les plus industrialisées, l'Argentine et le Brésil.

Les sondés les plus mobilisés sur l'urgence climatique estiment qu'une politique en ce sens peut être une source de croissance économique et de richesses pour leurs pays.

Cette enquête est importante, car elle alerte sur le fait que le changement climatique n'est pas seulement l'affaire de la Conférence sur le climat, des scientifiques, des États, de forums, où la participation citoyenne est marginale. Il fait sens aussi dans les zones rurales et urbaines d'Amérique latine et de la Caraïbe, en raison de ses considérables incidences sociales.

Qui plus est, ce sondage révèle une attente citoyenne dans ces pays, celle d'une économie décarbonée se

substituant à une économie carbonée anachronique, affectant gravement les populations vulnérables, les prétendues « majorités silencieuses » des pays périphériques, relégués au second rang par l'économie globale et maintenus à l'écart des réflexions sur le changement climatique.

L'Amazonie, du fait de son importance écologique, mérite une mention particulière. Elle est importante en raison non seulement de son immense couverture forestière, mais aussi des écosystèmes aquatiques qui s'y sont formés et qui permettent la perpétuation de la vie. L'Amazone est le plus grand système hydrographique de la planète. Il est à l'origine de 15 à 16 % des eaux douces déversées dans l'océan Atlantique. Sa biodiversité aquatique est particulièrement riche, avec 1 800 à 3 000 des espèces d'eau douce du monde. Le changement climatique a donc des conséquences sur le système aquatique de la région et, par ricochet, sur les populations et la biodiversité.

Depuis plusieurs mois, l'Amazonie brésilienne est confrontée à une grave sécheresse, due au manque

de chutes d'eau au cours de la saison des pluies, conséquence d'une aggravation du phénomène El Niño du fait des mutations climatiques. L'État des Amazones est le plus durement touché, avec des situations préoccupantes : des lacs, habituellement à flot, aujourd'hui complètement asséchés, tout comme les sources où naissent les cours d'eau de la région (les « igarapés »).

Cette tragédie climatique qui frappe les Amazones est catastrophique pour les populations traditionnelles et indigènes. Leurs modes de vie sont violemment impactés, ainsi que leur alimentation comme leurs ressources en eau potable. Selon certains experts, il faudra sept années avant que le biome retrouve son équilibre habituel ; sept années, c'est aussi le moment annoncé du retour d'un événement climatique extrême...

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

Chili, la crise climatique dans un contexte de crise politique prolongée

– **Pilar Valenzuela Delplano**

Ingénieure environnementale, coordinatrice de la campagne Queremos Parque

– **Marcos Robledo Hoecker**

Professeur de l'École d'administration publique de l'université du Chili,
ancien conseiller diplomatique de la présidente Michelle Bachelet

Cette contribution se propose d'analyser les résultats concernant le Chili de la sixième enquête de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur le climat en Amérique latine et Caraïbe, au regard du contexte de crise politique et sociale que traverse le pays. Bien que l'enquête confirme l'importance de l'intérêt que portent les Chiliens au changement climatique, à ses origines et conséquences, à ses solutions, et bien que les institutions du pays aient engagé un effort important, mais insuffisant, de transition vers une économie verte, la crise représentative que vit le Chili interpelle de façon alarmante sur la capacité du système politique à traduire démocratiquement les demandes de la société à propos du changement climatique et sur la continuité des politiques publiques sur le sujet.

Le Chili dans la sixième enquête BEI : une citoyenneté consciente, exigeant des réponses

La sixième enquête sur le climat en Amérique latine et Caraïbe donne des informations intéressantes et souligne que la citoyenneté chilienne est consciente de l'importance du changement climatique.

34 % des Chiliens pensent que le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont

des défis majeurs, ce qui place le Chili au onzième rang régional, au niveau des autres pays du cône sud. Cela dit, avec le Costa Rica et le Mexique, le Chili se situe au troisième rang des pays qui sont convaincus que la cause du changement climatique est d'origine humaine, seuls 16 % pensent que le processus vient de la nature (contre 19 % dans la région) et 3 % en rejettent la réalité (contre 5 % pour la région). Un nombre très élevé de Chiliens (88 % contre 91 % dans la région, comme dans le cône sud) estiment que le changement climatique a des incidences sur leur vie quotidienne. 64 % (douzième sur les treize pays de l'enquête) considèrent que le changement climatique a même un effet négatif sur leurs moyens de subsistance. 52 %, comme dans la région, indiquent avoir souffert des retombées négatives du changement climatique sur leur santé, 30 % des Chiliens signalent avoir manqué d'eau (contre 34 % dans la région), 21 % – au rang le plus bas des 13 pays – disent avoir subi des dommages économiques du fait du changement climatique (contre 29 % dans la région). De nombreux Chiliens – 12 % (contre 11 % dans la région) – déclarent avoir dû déménager en raison du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Un pourcentage très important de Chiliens – 51 %, légèrement inférieur à la moyenne régionale – sont persuadés qu'ils devront partir dans une autre région ou un autre pays à l'avenir, contraints par le changement climatique.

Il apparaît donc que les attentes citoyennes au Chili concernant le changement climatique sont évidentes et partagées par la majorité des citoyens.

79 % – soit la grande majorité des Chiliens (contre 83 % dans la région) – pensent que le comportement individuel peut avoir un impact dans la lutte contre le changement climatique. Pour 80 % des Chiliens, par ailleurs moyenne régionale, le pays devrait investir dans les énergies renouvelables, de façon prioritaire. 87 % des Chiliens (contre la moyenne régionale à 88 %) soutiennent l'adoption de mesures plus strictes pour répondre au changement climatique. 87 % des Chiliens – soit 7 points de plus que dans la région – pensent qu'il faut changer le système économique pour mieux défendre l'environnement et promouvoir une croissance plus durable, en mesure de supporter l'impact du changement climatique. 77 % (76 % dans la région) estiment que les politiques de lutte contre le changement climatique pourraient améliorer leur quotidien, leur alimentation et leur santé.

Quelles politiques publiques ? Les débats sur l'impact du changement climatique et le modèle chilien de développement

Les préoccupations de la grande majorité des Chiliens sur l'environnement s'appuient sur l'impact en Amérique latine du changement climatique, avéré scientifiquement.

L'Amérique latine est l'un des continents victimes de l'inégalité climatique. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUMA), l'Amérique latine émet 5 % des émissions de gaz à effet de serre, pourtant, elle est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, victime de

désastres environnementaux toujours plus fréquents et violents. Plus de 20 % des désastres naturels mondiaux de l'année 2018 ont eu lieu dans la région d'après la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). C'est dans ce contexte que les rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC)¹, comme ceux des institutions régionales², et, pour l'État chilien, le Plan national d'adaptation au changement climatique du ministère de l'Environnement³ ont montré que le Chili était un pays particulièrement vulnérable, que ce soit dans les secteurs côtiers de faible altitude, les zones arides et semi-arides ou les zones forestières exposées. Le pays est donc propice aux désastres naturels, en particulier dans certaines régions, à la sécheresse et à la désertification. Il y a aussi des zones urbaines soumises à la pollution atmosphérique, des écosystèmes fragiles, y compris en haute montagne, comme les récents événements l'ont montré.

Cela dit, on ne voit pas de corrélation claire au Chili entre le ressenti majoritaire des populations, tel que signalé dans divers travaux comme celui de la sixième enquête de la BEI sur le climat en Amérique latine et Caraïbe, les décisions des élites politiques du pays⁴⁻⁵. Au contraire, on constate depuis longtemps une distance entre les citoyens, les élites et les institutions, processus ayant généré une crise de la représentation⁶⁻⁷. Son origine, entre autres facteurs, se trouve dans le niveau élevé des inégalités⁸, avec une distribution inégale des coûts de la crise climatique. Le niveau élevé des inégalités de revenus au Chili est fortement corrélé avec les niveaux d'émission des gaz à effet de serre. Au Chili, le décile des plus hauts revenus émet 5,3 fois plus de gaz à effet de serre que les déciles inférieurs⁹.

Comme les autres pays latino-américains, le Chili est un pays à l'économie néolibérale rentière, articulée

1. « Latin America, AR4 Climate Change 2007: Impacts, Adaptation, and Vulnerability », IPCC, 2007.

2. *La tragedia ambiental de América Latina*, CEPAL, 2020.

3. « Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático », Ministerio del Medio Ambiente, août 2015.

4. *Los tiempos de la politización : Desarrollo Humano en Chile*, PNUD, 2015.

5. Jorge Atria et Cristobal Rovira Kaltwasser, « Estudio COES de la elite cultural, económica, y política en Chile », COES, 2021.

6. « Estudio Nacional de Opinión Pública », n° 89, CEP, 27 juillet 2023.

7. Juan Pablo Luna, « Chile's crisis of representation », *Journal of Democracy*, vol. 27, n°3, 2016, pp. 129-138.

8. « Índice de concentración de Gini », CEPAL, 27 septembre 2023.

9. « ¿Es Chile un país con justicia climática ? », Nuestra America verde, 30 août 2023.

autour de l'extractivisme, d'autres activités primaires (minières pour l'essentiel) et les services. Il participe aux chaînes de valeur mondiale aux échelons les moins porteurs de plus-value, intégré à l'Asie (la Chine), puis à l'Amérique du Nord, à l'Europe et à l'Amérique latine.

Face au scénario qui vient d'être décrit, le Chili a fait quelques avancées institutionnelles ces dernières années pour protéger l'environnement. À la base de son système de défense environnementale, 18,7 millions d'hectares de son territoire – soit 21 % du territoire national – sont des zones protégées. En 2023, 40 % de la zone économique exclusive (ZEE) était également protégée. Mais 90 % de cet espace marin protégé est concentré en trois écorégions : l'archipel de Juan Fernandez, les îles Desventuradas (ou îles Malheureuses) et Rapa Nui (île de Pâques). Plus récemment, une aire marine côtière protégée de 5 700 km² et d'une grande biodiversité a été créée, l'archipel de Humboldt, qui devrait être élargie aux rivages, et 280 000 hectares de marécages ont été préservés par le Plan national de protection des marécages (PNPH en espagnol). Enfin, a été créé un Fonds Nature Chili, un partenariat public-privé afin de capter des financements destinés à la conservation environnementale.

Le Chili est également pionnier en matière d'énergie solaire au niveau mondial, avec une croissance record de 56,8 % en 2022. La part du solaire dans la production d'énergie nationale s'élève désormais à 12,8 %. L'éolien a lui aussi beaucoup progressé et représente 8,8 % du paquet énergétique du pays. L'un et l'autre ont accru le pourcentage d'énergie propre, bon marché, durable, tout en contribuant à l'autosuffisance. Parallèlement, un processus de décarbonation a été engagé. Huit centrales fonctionnant au charbon ont été fermées, dix vont être arrêtées, trois vont être reconverties au gaz ou à la biomasse – une option contestée car elle est source de CO₂¹. Il en reste huit qui, pour l'instant, restent en l'état.

C'est en 1994, à la fin du premier gouvernement démocratique post-dictature, qu'a été promulguée la loi cadre de l'environnement (loi 19 300), première de ce type, ayant pour objet unique la régulation intégrale de l'environnement. Cette loi a été amendée en 2010, pour créer un ministère de l'Environnement, une Agence de l'environnement, un service d'évaluation de l'environnement, autant d'outils ayant consolidé les bases institutionnelles et légales de la protection environnementale au Chili. La loi 19 300 a été à l'origine de plans anti-pollution, de normes de qualité, de normes d'émission et de toute une batterie de mesures particulières.

Ces dernières années, le Chili a adhéré à l'accord d'Escazu, qui protège les environnementalistes, permet un accès à la justice et à l'information environnementale. Ont été adoptées une loi sur les zones humides urbaines pour protéger ces écosystèmes ainsi qu'une loi de responsabilité élargie des producteurs (REP), selon laquelle la gestion des déchets de certaines entreprises (pneus, batteries, piles, etc.) doit être à leur charge. Une dernière loi interdit les plastiques non réutilisables. À noter aussi une réforme importante priorisant l'usage de l'eau pour la consommation humaine sur tout autre usage, approuvée en 2022, au terme de vingt-deux ans de débats.

Le 9 mars 2022 a été adoptée à l'unanimité la loi sur le changement climatique. Cette loi permet un meilleur suivi des engagements sectoriels composant le « budget carbone », ainsi que le renforcement du contrôle des engagements climatiques. À noter en particulier l'accord obtenu consacrant le principe de non-régression², le principe d'approche écosystémique, le principe d'équité et de justice climatique et la définition de solutions fondées sur la nature. Au cours de l'examen de cette loi, le délai que devrait fixer le Chili pour atteindre la neutralité carbone a été discuté. Les sénateurs de centre gauche ont proposé l'horizon 2040, mais la date retenue a été celle de 2050³. En plus de la neutralité carbone en 2050

1. Karen Peña, « El avance del proceso de descarbonización : Chile Sustentable identifica ocho centrales cerradas, 12 en proceso y casi 10 no tienen compromiso de cierre », 31 juillet 2023.

2. Principe stipulant qu'une législation protégeant l'environnement ne peut être qu'améliorée, et donc non régressive.

3. « El inminente "choque" entre expertos ambientales por el plazo máximo para que Chile alcance la carbona neutralidad », Radio 45 Sur, 16 janvier 2022.

et de la définition d'objectifs d'une contribution fixée au niveau national obligatoires du fait de la loi, a été créée une nouvelle forme de gestion publique transversale qui concerne tous les ministères, toutes les régions et permettant une plus grande participation publique.

La loi a renforcé les bases légales et institutionnelles visant à élargir les objectifs d'adaptation au changement climatique et à accompagner le pays vers une économie à basses émissions. Ceci a permis de discuter du renforcement du plan d'élimination progressive d'usage du charbon pour avancer vers la fermeture de toutes les centrales à charbon en 2030. Vient d'être annoncé un plan interdisant la vente de véhicules à moteurs fonctionnant aux énergies fossiles en 2035¹.

La loi cadre du changement climatique, qui a été jugée comme un progrès, est confrontée à plusieurs défis. Elle a été adoptée sans enveloppe budgétaire permettant son application, elle nécessite 23 décrets pour entrer en vigueur² et une grande quantité de projets planifiés : 15 plans d'action régionale, 346 plans municipaux, une actualisation et une élaboration de plans sectoriels adaptés.

Ana Lya Uriarte Rodriguez, ancienne ministre de l'Environnement, a signalé que la loi n'a pas pris en compte l'urgence que nécessite le problème, car elle n'a pas su établir un compromis politique national et transpartisan autour de l'enjeu changement climatique et elle manque de volonté institutionnelle priorisant le changement climatique. Elle considère que la thématique de l'eau a été oubliée, car le point faible de cette loi est qu'elle ne reconnaît pas l'accès à l'eau comme un droit humain fondamental, car l'eau est à la base du développement des écosystèmes et des activités productives³.

En dépit des progrès précédemment évoqués, d'importants défis restent à relever. Ce qui explique que certaines organisations internationales de la société

civile, comme Climate Action Tracker, considèrent que la politique publique suivie par le Chili sur le changement climatique est insuffisante si l'on veut contribuer à l'objectif défini à la COP15 de Paris de ne pas dépasser un réchauffement de 1,5 °C.

Gestion de l'environnement et crise chronique du Chili

Les défis institutionnels du Chili répondant à ceux du changement climatique dépassent de beaucoup le cadre légal. Ils doivent être connectés aux effets de la crise de régime politique progressivement accumulés et qui ont émergé à partir de « l'explosion sociale » de 2019, qui a vu apparaître deux types de réponses institutionnelles.

La première a été de mettre en place un processus constituant, avec une convention constitutionnelle avec une majorité claire de gauche. La proposition élaborée incluait, entre autres, la définition du Chili comme État social et démocratique, de droit, pluri-national, interculturel, régionalisé et écologiste, avec un chapitre sur la nature et l'environnement et 89 articles se référant à des thématiques environnementales. Cette proposition, dite de 2022, a été considérée comme une « Constitution écologique ». Elle constitutionnalisait l'obligation pour l'État d'adopter des initiatives préventives, d'adaptation et de réduction des risques, des vulnérabilités et des effets générés par la crise climatique et environnementale⁴. Elle incorpore divers principes qui confortent cette identité, comme celui de la solidarité entre générations, l'officialisation de biens communs comme l'eau permettant à l'État d'en reprendre le contrôle national et social. Elle reconnaît les droits de la Nature, les droits des animaux et constitutionnalise d'autres questions évoquées par la loi. Ce projet de

1. « Chile », Climate Action Tracker, 4 novembre 2022.

2. Emilio Salinas, Pilar Moraga, Sofia Sameshima et Claudio Osses, « Los 23 regalmentos de los cuales depende la implementación de la Ley Marco de Cambio Climático », (CR)2, 13 juin 2023.

3. Claudio Osses, « Comentarios de la Prof. Ana Lya Uriarte al Proyecto de Ley Marco de Cambio Climático », Universidad de Chile, 13 juillet 2020.

4. « Propuesta, Constitución Política de la República de Chile 2022 », Convention constitutionnelle, 2022.

Constitution a été rejeté à une large majorité par la citoyenneté au référendum de septembre 2022¹.

À ce rejet fait suite un deuxième processus constitutionnel, avec l'élection d'un Conseil constitutionnel en mai 2023. À la différence du précédent, les électeurs ont accordé une majorité décisive à un parti émergent d'extrême droite, le Parti républicain, qui a depuis occupé une place hégémonique avec le soutien de la droite néolibérale². Le Conseil constitutionnel doit présenter sa proposition de loi fondamentale le 7 novembre 2023, texte soumis à approbation référendaire le 17 décembre 2023. Pendant la campagne électorale et les débats politiques et constitutionnels, les dirigeants, les membres du Conseil constitutionnel de l'extrême droite, ont adopté des positions climatosceptiques, minimisant la responsabilité humaine dans le changement climatique, proposant un programme gouvernemental qui affaiblit les engagements de l'État sur la neutralité carbone. Ils ont, au sein du Conseil constitutionnel, voté à plusieurs reprises contre toute mention faite dans le projet de Constitution au changement climatique et à la protection de l'environnement.

Le devenir du second projet constitutionnel reste incertain. Comme pour la Convention constitutionnelle antérieure, tous les sondages indiquent qu'une majorité de Chiliens reste très éloignée des élites et qu'ils voteront encore contre la nouvelle proposition de Constitution³, perspective qu'appréhendent les dirigeants de tout l'éventail politique, y compris

l'ancienne candidate de la droite chilienne, Evelyn Matthei⁴, à l'élection présidentielle.

Une autre réaction à la crise de 2019 a été celle d'élire président Gabriel Boric, qui a pris ses fonctions en mars 2022, mais sans majorité parlementaire lui permettant d'engager les réformes structurelles anti-néolibérales de son programme, et qui a été affaibli par le rejet de la réforme constitutionnelle de la gauche. Les objectifs du gouvernement de Gabriel Boric sont de mettre en place un nouveau modèle de développement, de promouvoir un État démocratique et social de droit, de mettre en œuvre une stratégie de développement valorisant des processus d'industrialisation à forte valeur ajoutée reposant sur le lithium⁵ et de développer une industrie nouvelle d'hydrogène vert⁶. Avec le cuivre, cette activité est stratégique pour la transition globale vers l'électromobilité et la neutralité carbone.

Les politiques environnementales et les propositions visant à modifier le modèle chilien de développement font partie des questions centrales de la dispute ouverte par la crise de 2019, toujours d'actualité. Le résultat du processus constituant ainsi que le cycle électoral 2024-2025 renouvelant municipalités, Congrès des députés et président constitueront des éléments de réponse. Le Chili va affronter les prochaines années une redéfinition importante de sa façon d'aborder la crise environnementale et le changement climatique. Aujourd'hui, tout est ouvert.

1. Robledo Hoecker, « Chile en 2022 : Del ascenso de la nueva izquierda al riesgo de una crisis sin final », dans Antonio Sanahuja et Pablo Stefanoni, *América Latina : Transiciones ¿ hacia donde ?*, Fundación Carolina, 2022.
2. Camilia Diaz, Rovira Kaltwasser et Lisa Zanotti, « The arrival of the populist radical right in Chile : José Antonio Kast and the Partido Republicano », *Journal of Language and Politics*, vol. 22, n°3, pp. 342-359.
3. « Estudio cuantitativo. Septiembre 2023. Proceso constitucional, gobierno, política, economía, y tendencias », Datainfluye, septembre 2023 ; *Plaza Pública*, CADEM, n°506, septembre 2023.
4. La réforme constitutionnelle de 2022 qui a fixé l'agenda constitutionnel de 2023 indique que si la proposition du Conseil constitutionnel est rejetée au référendum du 17 décembre 2023, la Constitution en vigueur restera celle de 1980, imposée par la dictature militaire, partiellement réformée en 2005.
5. « Estrategia Nacional del Litio », ministerio de Economía, Fomento y Turismo, 15 juin 2023.
6. « Estrategia Nacional Hidrógeno Verde », Ministerio de Energía, 2023.

Colombie et urgence climatique : la Colombie, « puissance mondiale de la vie »

– **Angélica Montes Montoya**

Docteure en philosophie, directrice du Grecol-AL (Groupe de réflexion et d'étude sur la Colombie-Amérique latine et la Caraïbe)

Le pari fait par le gouvernement actuel de la Colombie d'agir sur la question climatique a rencontré l'approbation des citoyens colombiens. C'est ce qui apparaît quand on regarde les résultats de l'enquête BEI-BVA sur le climat 2023-2024 réalisée du 5 mai au 1^{er} juin 2023 en Amérique latine. On note des résultats intéressants. Par exemple, 89 % des Colombiens approuvent l'adoption de mesures de préservation de l'environnement ; 91 % souhaitent des dispositifs gouvernementaux plus sévères en matière de changement climatique ; 80 % des personnes interrogées soutiennent les énergies renouvelables et 80 % ont conscience de la nécessité de changer le cap de l'économie pour prendre soin de l'environnement en promouvant un développement durable, capable d'amortir les effets du changement climatique.

L'accession au pouvoir exécutif colombien de Gustavo Petro Urrego, représentant de la gauche progressiste, a provoqué une réorientation de 180 °C des engagements de ce pays en ce qui concerne l'environnement. En effet, dès le premier jour de son mandat présidentiel, Gustavo Petro a tenu un discours ouvertement pro-environnement, saisissant tous ses déplacements internationaux pour parler de l'urgence que représente pour l'humanité le réchauffement climatique et de la nécessité d'adopter des mesures décisionnelles effectives.

Il en a été ainsi de son intervention devant la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. À cette occasion, le président colombien, invité à parler du trafic de stupéfiants, s'est adressé aux gouvernements des États membres de la façon suivante :

« Les guerres vous ont servi d'excuse pour ne rien faire contre la crise climatique. Les guerres vous ont montré votre dépendance à ce qui est en train de détruire l'espèce humaine. »

C'était un message clair destiné à faire entendre que l'urgence, c'est le climat et qu'on ne l'affronte pas en priorisant par exemple la lutte contre les drogues par des investissements destinés à pulvériser les territoires de culture de la coca et en armant les États. La course contre le réchauffement climatique, menace pour la survie de l'humanité, exige un regard plus humaniste et une attitude de paix. Le président Gustavo Petro souhaite que ni la Colombie – avec sa nature vierge, ses forêts –, ni aucun autre pays de la région soient encore des lieux de guerre contre les stupéfiants. À l'ONU, le président colombien a de nouveau signalé que ni le pétrole ni le gaz pouvaient justifier une guerre contre le trafic de drogue, que la guerre à engager est celle contre le réchauffement climatique.

« Mon pays, a dit le président, est un beau pays. Il a la forêt amazonienne, celle du Choco, les eaux douces, les cordillères andines, les océans. C'est de ces forêts qu'émerge l'oxygène planétaire et qu'est absorbé le CO₂ atmosphérique. L'une des plantes absorbant le CO₂, entre plusieurs millions d'espèces, est l'une des plus attaquées. On cherche à la détruire par tous les moyens. Cette plante est amazonienne, il s'agit de la coca, plante sacrée des Incas [...]. Détruire la forêt amazonienne est devenu la consigne des États et des trafiquants. Peu importe que les scientifiques aient déclaré que la forêt vierge était

l'un des grands piliers du climat. Pour les réseaux du pouvoir mondial, la forêt vierge et ses habitants sont coupables des maux dont elle souffre. Ces réseaux de pouvoir souffrent eux d'une addiction à l'argent, à leur perpétuation, au pétrole, à la cocaïne, aux drogues les plus dures, pour une anesthésie plus grande¹. »

C'est la raison pour laquelle l'exécutif colombien a demandé, comme il le fait à chacun de ses déplacements, que les pays du Nord, en particulier les États-Unis et l'Union européenne, que les moyens qu'ils consacrent à la guerre contre les stupéfiants, au pétrole et au gaz, soit affecté à la forêt amazonienne et au sauvetage des ressources hydriques de la région et à d'autres régions d'Afrique et d'Asie.

La Colombie, nouvelle « puissance mondiale de la vie »

Cette position de l'État colombien sur la question climatique a été, pour la première fois depuis que le pays participe aux réunions internationales ayant suivi l'accord de Paris (la COP21)², incluse dans des articles spécifiques de ce qu'on appelle Plan national de développement (PND) 2022-2026. Ce document donne le cap que suit la politique du gouvernement pendant les quatre années du mandat présidentiel.

Le PND a nommé la Colombie « puissance mondiale de la vie ». Il donne de façon explicite, avec des orientations claires, le contenu de l'engagement politique du gouvernement pour faire de la Colombie un « leader » de la protection de la vie, « reposant sur la connaissance, en harmonie avec la nature », supposant « le changement de notre rapport avec l'environnement et une transformation productive³ ». La

feuille de route du PND expose la politique et les engagements de la Colombie sur la thématique de l'action climatique.

Les politiques et les engagements

Actuellement, les politiques et les engagements de l'État colombien pour l'action climatique sont conditionnés par le PND (2022-2026). Dans ce document, le gouvernement national propose une stratégie de « justice environnementale » et de « politiques gouvernementales inclusives » visant à mettre effectivement en œuvre l'accord régional sur « l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice sur les questions environnementales » de 2018, plus connu sous le nom d'accord d'Escazú. Ainsi, concernant l'environnement et le changement climatique, les orientations centrales recommandent de créer des programmes et des plans pour « l'aménagement du territoire en eau et en justice environnementale » et pour « la transformation des modes de production, l'action internationale et l'action climatique ».

En ce qui concerne « l'aménagement du territoire en eau et en justice environnementale », le gouvernement colombien a privilégié, entre autres, la modification et l'ajustement des lois environnementales, durcissant les peines encourues pour déforestation, destruction des écosystèmes amazoniens, des vallées et forêts humides, des friches, avec les sources en eau du pays. À cet effet, le gouvernement colombien a décrété la création d'un Conseil national de lutte contre la déforestation et autres crimes environnementaux⁴. Ainsi, le gouvernement est prêt par exemple à accompagner la création et/ou la consolidation

1. Discours du président Gustavo Petro devant la 77^e Assemblée générale des Nations unies.

2. Avant la COP21, la Colombie avait participé activement aux négociations climatiques des Nations unies et avait présenté sa Contribution nationale déterminée (NDC) début 2015. Dans sa CND, la Colombie indique ses objectifs et ses stratégies pour affronter le changement climatique.

3. Titre I de la partie principale du Plan national de développement 2022-2026, « Colombie, puissance mondiale de la vie ».

4. En 2021, 1 580 hectares de forêt ont été détruits, 2 060 en 2022, une déforestation causée principalement par les cultures illicites, l'appropriation de terres pour des cultures et de l'élevage. Plus de 3 millions d'hectares forestiers ont, de la sorte, disparu lors des deux décennies écoulées, l'Amazonie ayant été la plus touchée. Or, seuls 500 000 hectares ont été réhabilités (données tirées du site du ministère de l'Environnement).

des programmes de préservation des forêts où, en même temps que l'on protège les ressources en biodiversité écosystémique, on fait appel aux paysans et aux communautés indigènes en les intégrant dans les plans et programmes environnementaux *via* des offres de formation, des travaux et la création de « régions autonomes » écologiques. Au sujet de l'eau, le gouvernement cherche à actualiser les actions et politiques de gestion de la ressource hydrique, de gestion de l'offre et de justice environnementale.

Sur « la transformation du mode de production, l'internationalisation et l'action climatique », l'État colombien – son gouvernement donc – cherche à promouvoir les politiques de décarbonisation de l'économie et la mise en œuvre de plans de transition énergétique. Ce avec l'intention de diversifier les actions productives en les fondant sur la protection des ressources naturelles, par un usage raisonnable et intelligent destiné à combiner durabilité et croissance économique. L'objectif est d'améliorer les retombées économiques et la qualité de vie des populations, réduisant l'impact du changement climatique par une approche respectueuse de l'écosystème : plus de durabilité et de responsabilité environnementales et moins de croissance économique et financière aveugle.

Tout cela rend efficient l'article 79 de la Constitution de 1991 (« toute personne doit pouvoir jouir d'un environnement sain »), et efficaces les politiques publiques du ministère de l'Écologie et du Développement durable de Colombie. Ainsi, on assure une continuité à l'objectif de réduction de 51 % des émissions de gaz à effet de serre et à celui de réduire la déforestation à un plafond maximal de 50 000 hectares à l'horizon 2030.

Concernant l'internationalisation de la question environnementale et l'endigement du changement climatique, géopolitiquement parlant, le gouvernement colombien a lancé un appel, constamment réitéré, à la coordination d'action, aux pays de la région et à ceux du monde. L'objectif, s'agissant des politiques économiques, sociales et environnementales, est de créer en commun les conditions effectives d'initiatives protégeant l'écosystème mondial. Et ce dans le cadre du respect des accords signés par l'État lui-même depuis les années 1990 en diverses occasions

et sommets, comme la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CMNUCC), le protocole de Kyoto, l'accord de Paris, la convention de Stockholm sur les agents contaminants durables, le traité de coopération amazonien (TCA), la convention de coopération pour la protection et le développement durable des zones marines et côtières du Pacifique Nord-Est, l'Initiative 20x20, le Fonds vert pour le climat (GCF).

Objectifs concernant l'impact climatique

Le gouvernement colombien, dans sa feuille de route gouvernementale, le PND, a présenté six objectifs clés à atteindre dans les trois prochaines années, à savoir :

- 1/ porter l'espace des écosystèmes dégradés en cours de restauration, récupération et réhabilitation à 1 700 000 hectares, soit 750 000 de plus qu'en 2022. Ce programme prétend combiner améliorations du milieu et inclusion sociale ;
- 2/ utiliser les bénéfices tirés de l'exploitation du charbon et du pétrole pour engager la transition énergétique vers une économie verte, avec l'objectif de générer 2 000 MW de capacité de production électrique à partir des sources non conventionnelles tirées des énergies renouvelables ;
- 3/ diversifier les exportations en accroissant de 56,7 % la part des biens non miniers, ni énergétiques ;
- 4/ doubler le pourcentage du PIB consacré à la recherche et au développement, pour atteindre 0,5 % ;
- 5/ réduire à 2,14 millions de tonnes le CO₂ produit par le secteur transport.

Chacune de ces mesures fait le pari de « la transformation productive et de l'internalisation de l'action pour le climat ». Avec elles, le gouvernement colombien cherche à endiguer le changement climatique, source de menaces pour les territoires et les populations.

Défis et obstacles

En dépit de la volonté clairement exprimée du gouvernement colombien et de son engagement fermement articulé en procédures juridiques, économiques, sociales et politiques en faveur d'initiatives climatiques, on doit reconnaître que la Colombie est probablement l'un des pays de la région latino-américaine et caribéenne affrontant les défis les plus spécifiques, ce qui interfère de manière sensible sur la réalisation de ces projets de protection de l'environnement. Au-delà des obstacles évidents liés au financement nécessaire à la concrétisation d'initiatives adaptées au climat, l'importance des inégalités socioéconomiques au sein de la population¹ complique l'adhésion unanime et massive des résidents urbains aux plans de transformation des activités économiques. Par ailleurs, deux obstacles et défis sont des plus pressants, la transition énergétique et le conflit armé.

Concernant la transition énergétique², le gouvernement actuel a signalé son espoir de la mener à bon port, *via* ce que le président Petro a appelé, à l'occasion de sa visite en Espagne en mai 2023, une « alliance durable entre l'Europe et l'Amérique latine », donnant la priorité aux énergies propres, l'économie et la production décarbonées. Mais les données économiques ne sont pas favorables. La balance commerciale est déficitaire et le chômage dépasse les 10 % de la population active.

La Colombie, bien qu'elle ne soit pas un pays de monoproduction pétrolière, dépend historiquement, pour satisfaire ses besoins énergétiques, des combustibles fossiles – pétrole et charbon. Passer de cette dépendance à un système d'énergies plus propres et renouvelables est un processus à long terme qui exige un investissement important en infrastructure et technologie, recherche et développement (aujourd'hui d'à peine 0,25 % du PIB). Les annonces de

suspension de recherche future de gisements pétroliers ont suscité des réactions de panique chez les industriels et les investisseurs.

Aller de l'avant en matière de transition énergétique suppose des investissements, mais aussi beaucoup de concertation, ce que le gouvernement a qualifié d'« interaction avec les groupes d'intérêt », à savoir syndicats, communautés rurales et ethniques, associations professionnelles, ONG, universités. Le dialogue intersectoriel ouvert depuis un peu plus d'un an par le gouvernement n'a pas vraiment pris, les avancées sont timides. Le pétrole et le gaz occupent une place significative dans les exportations – environ 4 % du PIB – et dans l'emploi.

Concernant la question du conflit armé, en dépit de l'accord historique de paix de 2016 qui a mis fin à des décennies de lutte armée entre les FARC et l'État colombien, soldé par 9 millions de victimes et environ 3 millions de déplacés internes, il y a toujours des groupes armés – guérillas, narcotrafiquants, bandes criminelles, paramilitaires – qui contrôlent des zones forestières à l'abandon. Ces espaces sont gangrenés par la violence et un ordre public instable. Les chiffres de la violence et du crime ne se sont pas améliorés de manière substantielle. Selon l'ONU, les massacres vérifiés ont augmenté de 11 % entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023. En dépit d'une diminution des assassinats d'activistes environnementaux, de responsables paysans et indigènes, la situation reste préoccupante³. Cette insécurité dans différentes régions complique la mise en œuvre de projets visant à la conservation du milieu et à l'adaptation au changement climatique.

Cette situation pourrait remettre en question la stratégie la plus récente, intitulée « Colombie, pays de la beauté », qui fait du tourisme un instrument d'économie durable. Lancée mondialement par le président Petro en septembre 2023, cette stratégie valorise la Colombie, deuxième pays de la région en biodiversité, pays doté d'une riche culture. Ce projet aspire à

1. Taux de pauvreté, y compris la pauvreté extrême : 50,5 % ; travail informel : 43 % (source : Département administratif national de statistiques, DANE).

2. En matière de transition énergétique, la Colombie occupe sur 140 pays la 40e place. De 2021 à 2022, elle a rétrogradé de 10 points. Elle se situe derrière le Costa Rica, le Brésil et l'Uruguay. Source : Indicateur de transition énergétique du Forum économique mondial, WWF/2023.

3. Consulter, sur ce point, Indipaz, https://indepaz.org.co/wp-content/uploads/2023/04/INFORME-CIFRAS-DE-LA-VIOLENCIA-EN-COLOMBIA-2016-MARZO_2023.pdf.

créer 300 000 emplois, et à générer 2,1 % du PIB¹. Mais sans sécurité sur l'ensemble du territoire, avec une stabilité économique assurée par l'exportation de pétrole, l'ambition d'une nouvelle économie décarbonisée fondée sur le tourisme écologique paraît difficile à réaliser.

Conclusion

Depuis la COP21, la Colombie s'est clairement engagée dans des coopérations régionales et mondiales en faveur de la préservation du milieu environnemental. Cet engagement est ancien, mais l'arrivée au pouvoir de la gauche progressiste a musclé les discours relatifs à cette question.

Gustavo Petro, comme candidat, mais aussi comme président, a depuis son entrée dans la Casa de Nariño, le siège de la présidence colombienne, fait de la question climatique un sujet phare de son gouvernement. L'engagement politique est réel, concrétisé par diverses mesures comme, pour la première fois, le fait d'avoir défini, au sein du PND du pays (« Colombie puissance mondiale de la vie, 2022-2026 »), feuille de route du gouvernement, des lignes d'action ayant pour but de mettre en place des plans, programmes et projets renforçant la défense, la protection et la promotion de l'écosystème des forêts, des ressources hydriques et des friches, et considérant la biodiversité comme une richesse. Il a ainsi donné la priorité à la préservation de l'écosystème, considéré comme le plus grand capital que le pays doit valoriser, via un processus de transition énergétique décarbonisant l'économie.

En dépit de ce volontarisme et de l'engagement du gouvernement, des obstacles importants demeurent pour réaliser l'objectif d'un développement durable et respectueux de l'environnement. La dépendance aux combustibles fossiles – pétrole, charbon – pour répondre aux nécessités énergétiques du pays persiste. Le pétrole occupe une place importante dans les exportations, comme dans la création d'emplois. À cela, il faut ajouter la situation historique de conflit armé. L'insécurité dans certaines régions fait obstacle à la mise en œuvre de projets de préservation de la nature et d'adaptation au changement climatique et génère périodiquement des crises de l'ordre public, des déplacements de populations civiles, en particulier de paysans, d'indigènes, des populations qui sont au cœur du projet environnemental du gouvernement.

Malgré tout, la Colombie garde un profil d'acteur majeur dans la géopolitique latino-américaine, défendant la nécessité d'initiatives climatiques. La longue période sombre de conflit interne vécue par le pays est à l'origine de son engagement en faveur de la sauvegarde intégrale de la forêt amazonienne, mobilisant les potentiels de ressources mondiales consacrées à la vie, c'est-à-dire réduire la dette du pays afin d'alimenter les fonds de réhabilitation. Ce que le gouvernement Petro a exprimé de la façon suivante : « Nous pouvons le faire seuls, si, vous, pays du Nord, vous ne le voulez pas. Il faut transformer la dette en vie, la dette par la nature. »

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

1. Données de la présidence colombienne : <https://petro.presidencia.gov.co/prensa/Paginas/Hoy-nace-Colombia-el-pais-de-la-belleza-una-nueva-narrativa-para-impulsar-230907.aspx>.

Le Mexique et l'urgence climatique : croissance économique ou développement durable ?

– Saúl Escobar Toledo

Économiste, professeur d'histoire à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH)

Les résultats de l'enquête sont on ne peut plus clairs : au Mexique, la préoccupation environnementale est pour la population l'une des plus importantes. Qui plus est, une fraction significative des sondés considère que le changement climatique est d'origine humaine et n'est pas un phénomène « naturel ». Ce groupe considère aussi que cela affecte négativement leur vie quotidienne. À noter le pourcentage très élevé – 59 % dans le cas du Mexique – de ceux qui pensent qu'ils seront amenés à déménager dans une autre région ou pays dans le futur à cause du changement climatique. En lien avec ce qui précède, près de 90 % des sondés estiment que les gouvernements doivent développer les énergies renouvelables et que la croissance économique doit être durable, en s'adaptant à l'environnement, et que les mesures en ce sens peuvent avoir des conséquences positives pour l'emploi.

Même si l'enquête signale des écarts entre l'Amérique centrale, le Mexique et les pays du cône sud, il est indéniable que le phénomène affecte l'ensemble de la région. Comme l'a signalé Daniel Salazar Castellanos dans un article de Bloomberg, « bien que l'Amérique latine ne soit responsable que de 8 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, ses écosystèmes sont les plus vulnérables face au changement climatique [...] Les événements liés au climat et leurs impacts ont été à l'origine en Amérique latine et dans la Caraïbe de plus de 312 000 morts

et 277 millions de personnes touchées, entre 1998 et 2020, selon l'ONU¹ ».

D'après Greenpeace, il y a cinq facteurs clés en ce qui concerne la crise climatique : les combustibles fossiles, la déforestation, les émissions causées par les villes, la surconsommation des ressources naturelles et les déchets plastiques.

Territoires arides

À propos du Mexique, il y a une particularité signalée par la chercheuse en climatologie Ofelia Andrea Valdés-Rodríguez, celle de l'aridité. En effet, « la plus grande partie du territoire mexicain est aride [donc] la sécheresse dont souffre le pays est naturelle. C'est dû au fait qu'il y a au Mexique sept climats prédominants, dont les plus importants sont les climats secs, semi-secs, très secs et désertiques, représentant 53,11 % de la superficie totale ».

Pour cette raison, il est indispensable de concevoir des « plans de récupération hydrique à long terme », sinon la demande en eau qui s'accroît au rythme de l'augmentation de la population et des activités économiques ne pourra être satisfaite, « mettant en danger la survie de la population² ».

1. Daniel Salazar Castellanos, « El costo de la crisis climática », Bloomberg Línea, 4 septembre 2023.

2. Ofelia Andrea Valdés-Rodríguez, « La sequía y su relación con nuestro territorio », *Brújula Ciudadana*, n°149, avril 2023.

Territoires de grande biodiversité

Mais le Mexique n'a pas seulement un problème d'approvisionnement en eau : en plus d'avoir de vastes zones arides, il est aussi un territoire de grande biodiversité. Selon divers spécialistes, « le Mexique est l'un des dix-sept pays de la planète à grande biodiversité, et parmi les sept latino-américains¹ ».

D'où l'autre grand défi auquel est confronté le Mexique : celui d'inverser la tendance à la destruction de la biodiversité et la protéger en développant la recherche sur la capture du carbone et la production d'oxygène, et en veillant à bien gérer l'eau, à encadrer l'exploitation des ressources naturelles et à réguler le climat.

Exploitation minière

L'une des activités les plus polluantes est l'exploitation minière, présente dans différentes régions du pays. Bien qu'elle soit aujourd'hui mieux contrôlée après une évolution législative de mai 2023, les entreprises minières, de capital privé dans leur totalité, ont été responsables de graves dommages et présentent encore un danger potentiel.

La revue en ligne *La Minuta* rappelle qu'en 2014 le Mexique a connu l'un des plus grands désastres écologiques, provoqué par une entreprise minière qui a déversé 40 millions de litres de produits toxiques dans les fleuves Sonora et Bacanuchi. 22 000 personnes ont été touchées, les conséquences environnementales sont inestimables et irréversibles².

Des plaintes ont été déposées contre des entreprises minières dans diverses localités du pays, par exemple

de la part des communautés indigènes des vallées centrales de l'État de Oaxaca qui se plaignent de la contamination des nappes phréatiques, ces dix dernières années, causée par la société Fortuna Silver Mines (FSM). Le reportage de *La Minuta* ajoute que les communautés zapotèques n'ont pas donné leur autorisation pour l'exploitation minière et n'ont pas été consultées. Elles ont donc créé un « Front du non à la mine pour le futur de toutes et de tous³ ».

Construction d'infrastructures

Autre problème ayant provoqué des conflits avec les communautés : les projets d'infrastructures. En premier lieu, en ce qui concerne l'électricité, Marcela Torres a signalé que « l'industrie éolienne promue par le gouvernement [de l'ancien président] Enrique Peña Nieto (2012-2018) pour développer un énorme potentiel d'énergie renouvelable a été l'objet d'accusations relatives aux violations des droits humains dans les territoires indigènes des États de Oaxaca et de Yucatán, où ces projets ont été imposés par la force⁴ ».

Dossier similaire : le Plan Sonora, financé par le gouvernement mexicain du président Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Un rapport signale l'installation en 2023 de lignes électriques connectées à des générateurs d'énergie solaire, présentés comme les plus grands d'Amérique latine, occupant une superficie de 2 000 hectares dans la municipalité de Puerto Peñasco⁵. Or, la zone d'implantation est considérée comme sacrée par le peuple indigène Tohono O'odham. Ses représentants se plaignent de l'absence de consultation à ce sujet et des répercussions sur les salines, les réserves de la biosphère et des ressources en eau du territoire.

Ces cas sont exemplaires dans la mesure où il s'agit de projets destinés à se substituer aux sources d'énergie

1. J. Carabias, A. Azuela de la Cueva, F. Tudela Abad, E. Provencio Durazo, « Desarrollo sustentable y ambiente », *Cuaderno de Trabajo Grupo Nuevo Curso de Desarrollo*, UNAM, 2023.
2. *La Minuta*, 2 août 2023.
3. *La Minuta*, 8 août 2023.
4. Marcela Torres Wong, « La crisis ambiental y las energías renovables : ¿ Puede la izquierda latinoamericana reconciliarse con los movimientos antextractivistas ? », *Brujula Ciudadana*, n°134, octobre-novembre 2021.
5. *La Minuta*, 3 août 2023.

fossile et à avancer vers la transition énergétique. Pourtant, ils ont provoqué des dommages et le mécontentement de communautés paysannes et indigènes.

Les mégaprojets

Par ailleurs, des mégaprojets, ainsi dénommés en raison du volume des fonds investis et de leur impact dans les régions concernées, ont été engagés par le gouvernement de López Obrador. Il s'agit de la construction d'un couloir interocéanique dans l'isthme de Tehuantepec et du Train Maya. Le couloir interocéanique est ferroviaire et va transporter quotidiennement des milliers de conteneurs entre le golfe du Mexique et l'océan Pacifique. Le Train Maya quant à lui va traverser plusieurs États du sud-est mexicain, essentiellement dans la péninsule du Yucatán.

La Minuta a recueilli diverses plaintes pour atteinte à l'environnement dans le cadre de ces projets, ainsi que les protestations de communautés de l'État de Oaxaca, dans les communes de San Blas Atempa, Santa Maria Mixtequilla, San Juan Guichicovi et Santo Domingo Tehuantepec¹.

Les choses sont encore plus complexes pour le Train Maya. D'abord parce que l'investissement a été très élevé. On peut l'estimer pour 2023-2024 à 479 milliards de pesos, soit plus de 25 milliards d'euros. Ensuite, parce que, selon un expert, « le Train Maya passe au-dessus des grottes subaquatiques les plus grandes de la planète, par exemple les systèmes Sac Actun et Ox Bel Ha, comme plusieurs dizaines d'autres tout au long de la côte de l'État de Quintana Roo² ».

Il convient enfin d'ajouter que la construction du Train Maya a supposé la déforestation de milliers d'hectares, sans consultation préalable des communautés, en dépit de ce que stipulent les législations nationales et internationales³.

Le débat

Les conflits avec les communautés indigènes et paysannes provoqués par divers travaux d'infrastructure et l'exploitation de ressources naturelles, financés par des capitaux publics ou étrangers, ne sont pas nouveaux et existent partout dans le monde.

Au Mexique, le gouvernement Met en avant les retombées économiques en matière d'investissements et d'emplois pour défendre ses projets de production d'électricité renouvelable et les deux mégaprojets d'infrastructures. Selon lui, les dégâts environnementaux sont réduits et réversibles. Un de ses principaux arguments s'appuie sur le sous-développement de la région sud-est du pays, du fait de l'absence d'infrastructures et de projets d'investissement productifs. Le gouvernement fait valoir que ces deux grands projets atteindront plusieurs objectifs : réduire la pauvreté et l'inégalité entre les régions du Sud-Est et Centre-Nord, élargir les relations économiques avec le monde, en favorisant le transport des marchandises avec le couloir transocéanique et le développement du tourisme avec le Train Maya.

Y a-t-il une solution permettant de combiner à la fois croissance économique et justice environnementale pour les communautés ?

Un ancien secrétaire [ministre] en charge de l'environnement du gouvernement d'AMLO, Victor Toledo, a reconnu que ce gouvernement « a manqué de politique environnementale ». Qui plus est, « pour la seule année 2021, cinquante-quatre défenseurs de l'environnement ont été assassinés, indigènes en majorité ». Il a proposé quelques solutions en forme de « principes ». En premier lieu, « que la nature ne puisse être pensée sans la société et la société, sans la nature ». Il recommande ensuite d'appuyer « totalement les multiples initiatives et résistances citoyennes⁴ ».

1. *La Minuta*, 4 et 16 août 2023.

2. Emiliano Monroy-Rios, « Por las rutas del Tren Maya », Blog : <https://sites.northwestern.educaoaxaca.org>, 4 août 2019.

3. E. Fernández Vázquez, « Razones y verdades », *Pie de página*, 4 septembre 2023.

4. Victor M. Toledo, « La 4T : una crítica desde la ecología política », *La Jornada*, 15 août 2023.

D'autres experts, de leur côté, affirment que « la conservation de la biodiversité et du bien-être social ont démontré leur compatibilité si les politiques se conçoivent et se mettent en place de façon adéquate¹ ».

Conclusion : l'enquête reflète un grand intérêt citoyen pour les questions environnementales. Il est donc possible de dire qu'il existe une vraie force citoyenne prête à s'informer et à participer aux décisions, évaluations et conceptions de tout projet relatif à la production d'énergie propre et modifier ainsi les travaux susceptibles de porter atteinte de façon irréparable à l'environnement. La question est donc la

suivante : le prochain gouvernement (2024-2030) sera-t-il disposé à entendre et à donner suite à cette participation ? Ou va-t-on une fois de plus négliger au profit de la croissance économique cet énorme appui citoyen au risque de provoquer des mouvements sociaux dus à l'absence d'information et de consultation des communautés ? C'est peut-être au Mexique aujourd'hui le principal défi du changement climatique.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

1. L. Caravia, A. Azuela de la Cueva, F. Tudela Abad, E. Provencio Durazo, « Desarrollo sustentable y ambiente », Cuaderno de Trabajo Grupo Nuevo Curso de Desarrollo, UNAM, 2023.

Pérou et urgence climatique

– Osvaldo Bilbao Lobaton

Directeur général du CEDET, Centro de Desarrollo Etnico

Le changement climatique et la détérioration de l'environnement sont des sujets de préoccupation majeurs en Amérique latine, y compris au Pérou. Le phénomène a des impacts significatifs dans divers domaines : biodiversité, sécurité alimentaire, santé publique, économie et bien-être des communautés locales. Dans cet article, il est question de quelques-unes des principales préoccupations sur le changement climatique et la détérioration de l'environnement au Pérou.

Les glaciers, patrimoine en péril

On trouve au Pérou une partie significative des glaciers tropicaux du monde, dans la cordillère des Andes. Ces glaciers, qui libèrent progressivement le liquide vital au fur et à mesure de leur fonte, constituent des réserves naturelles d'eau. Mais l'augmentation des températures, conséquence du changement climatique, accélère le processus de recul des glaciers péruviens. La fonte étant plus rapide, le volume des réserves d'eau glacières, qui alimente les fleuves et les lacs, se réduit.

Or les glaciers péruviens alimentent des fleuves et lacs essentiels à la vie des régions andines. La diminution du débit des eaux d'origine glacière affecte la disponibilité de l'eau destinée à la consommation des humains, à l'agriculture et à la production d'énergie. Les habitants de plusieurs communautés rurales dépendent directement de ces ressources pour leurs besoins quotidiens et sont donc très affectés par la réduction de l'approvisionnement en eau.

L'agriculture est un pilier de l'économie péruvienne, et elle dépend de façon cruciale de la disponibilité en eau. Le changement climatique pèse sur la capacité d'irriguer les cultures et donc sur la productivité agricole, ce qui a des répercussions sur la sécurité alimentaire des communautés locales et, au-delà, sur celle du pays. Pour affronter les défis causés par le recul des glaciers et la diminution des ressources hydriques, le Pérou a pris des mesures d'atténuation et d'adaptation. La promotion d'une gestion durable de l'eau, les investissements dans la construction de réserves et de canaux d'irrigation efficaces, la mise en œuvre de politiques de conservation sont quelques-unes des mesures adoptées pour faire face à cette crise.

Agriculture et sécurité alimentaire

Le changement climatique s'accompagne de variations des cycles de températures, de précipitations et d'événements extrêmes impactant directement la production agricole. L'Amérique latine est particulièrement vulnérable à ces changements du fait de sa dépendance agricole et de sa grande exposition aux événements climatiques extrêmes, comme les sécheresses et les inondations.

Le Pérou, en raison de sa diversité géographique allant des côtes à la forêt amazonienne en passant par les Andes, affronte une vaste gamme d'impacts agricoles et alimentaires. En sont affectés les productions de maïs, de pomme de terre et de quinoa, produits fondamentaux de l'alimentation péruvienne et de l'économie rurale.

Les sécheresses prolongées et l'irrégularité des précipitations affectent le rendement des cultures et la disponibilité en eau pour l'irrigation. Dans les régions andines, le recul des glaciers réduit la disponibilité en eau pour l'agriculture. Par ailleurs, les hautes températures favorisent la propagation de maladies dommageables pour les cultures, réduisant la productivité et la qualité des aliments.

La sécurité alimentaire est compromise quand la production alimentaire baisse. Les communautés rurales et les foyers les plus pauvres sont particulièrement affectés par ces changements, car ils sont étroitement dépendants de l'agriculture pour assurer leur subsistance. L'insécurité alimentaire augmente la malnutrition et affecte la santé des populations les plus vulnérables, les enfants et les femmes enceintes.

Le Pérou a pris des mesures pour répondre aux impacts du changement climatique dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. La promotion de pratiques d'agriculture durable, comme l'agroforesterie, l'utilisation optimale de l'eau, vise à réduire la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes. La diversification des cultures, l'introduction de variétés plus résistantes au stress climatique sont aussi des stratégies importantes.

Biodiversité et écosystèmes

L'extraordinaire variété d'espèces et d'écosystèmes uniques de l'Amérique latine est ainsi menacée.

La biodiversité péruvienne est exceptionnellement riche en raison de sa diversité géographique, comprenant montagnes, forêts vierges et déserts. Cela dit, le changement climatique présente des défis significatifs, car le recul des glaciers andins affecte les écosystèmes de haute montagne et menace les espèces adaptées à ces conditions extrêmes. En Amazonie, l'augmentation des températures et le changement des cycles pluviométriques peuvent affecter le périmètre des espèces et la déperdition de leurs habitats.

Le changement climatique peut accélérer l'extinction des espèces et altérer les écosystèmes de façon irréversible. Les espèces endémiques seules présentes

dans certains espaces géographiques sont particulièrement vulnérables. Les coraux, mangroves, forêts, zones humides sont menacés par la montée de la mer et l'accroissement du rythme des tempêtes, fragilisant ainsi la biodiversité marine et côtière.

Le Pérou a pris des initiatives en créant des espaces naturels protégés et des réserves marines pour préserver les habitats essentiels. La restauration d'écosystèmes dégradés et la promotion de comportements durables sont des stratégies essentielles pour conserver la biodiversité.

Santé humaine

Le changement climatique a des effets directs et indirects sur la santé humaine. Au fur et à mesure que les températures augmentent, le risque de contracter des maladies liées à la chaleur s'accroît.

Le Pérou, avec ses différents écosystèmes climatiques, affronte des défis spécifiques en matière de santé humaine. Dans la région andine, par exemple, l'altitude élevée et le climat particulier peuvent poser des problèmes d'oxygénation et d'adaptation.

Le changement climatique a aussi des effets sur la répartition et le comportement des vecteurs de maladie, comme les moustiques qui transmettent la dengue, le virus Zika et le paludisme. Avec l'augmentation des températures, l'évolution de la pluviométrie, ces vecteurs pénètrent de nouvelles zones géographiques, propageant les risques d'épidémies infectieuses.

Les événements climatiques extrêmes, inondations et sécheresses, peuvent avoir aussi des incidences sur la santé mentale des communautés affectées. La perte des maisons, des biens et des modes de vie est génératrice de stress, d'anxiété et de dépression. Les populations les plus pauvres sont particulièrement exposées.

Le Pérou a pris des mesures pour remédier aux impacts du changement climatique sur la santé humaine. L'amélioration des infrastructures sanitaires, la promotion de l'attention médicale et l'accès aux

services d'urgence sont essentiels pour réduire la vulnérabilité provoquée par les événements climatiques extrêmes. L'éducation publique et la prévention sont fondamentales pour affronter les maladies transmises par les moustiques.

Peuples autochtones, peuple afro-descendant et communautés locales en Amérique latine

Les communautés autochtones, afro-descendantes et locales dépendent le plus souvent des ressources naturelles et vivent en connexion profonde avec leur environnement. Mais ces communautés sont très exposées aux impacts du changement climatique en raison de leur habitat en zones vulnérables, côtières ou fragiles.

Le Pérou est un foyer d'une grande diversité ethnique et culturelle, avec des communautés résidant dans les Andes jusqu'à celles qui habitent en Amazonie. Chacun de ces groupes affronte des défis particuliers en matière de changement climatique. Les populations indigènes andines, par exemple, dépendantes des ressources en eau pour leur activité agricole et leur consommation, sont particulièrement vulnérables au recul des glaciers.

Le changement climatique menace également les savoirs et les pratiques traditionnels transmis de génération en génération. Les changements météorologiques extrêmes affectent la capacité des communautés à anticiper les évolutions climatiques, ce qui réduit leur résilience.

Il est donc essentiel de donner aux communautés indigènes, afro-descendantes et locales les moyens de faire face aux impacts du changement climatique. Il est crucial de reconnaître et respecter leurs connaissances et leurs systèmes de gestion des ressources pour leur permettre de développer des stratégies d'adaptation et des réponses.

Conclusion

Le recul des glaciers, la diminution de la ressource hydrique dus au changement climatique impactent la sécurité d'accès à l'eau, l'agriculture et la vie quotidienne dans tout le pays. Mais avec les efforts déployés pour faire face à ces difficultés, avec la coopération internationale, le Pérou s'efforce de garantir la durabilité de ses ressources en eau et la résilience de ses communautés.

Le changement climatique pose de grands défis à l'agriculture et à la sécurité alimentaire de l'Amérique latine et la population et l'économie du Pérou sont particulièrement impactées. L'adoption de mesures adaptées est donc essentielle pour assurer la résilience des systèmes agricoles et la sécurité alimentaire des populations.

De même, le changement climatique a des conséquences profondes sur la santé en Amérique latine. Le Pérou illustre bien la différence d'impact selon la géographie et les conditions locales. D'où ici encore le caractère essentiel de mesures adaptées pour réduire les risques sanitaires et favoriser la résilience des communautés.

Les peuples autochtones, afro-descendants et les communautés locales sont directement affectés par le changement climatique en Amérique latine. Le Pérou reflète bien la diversité des contextes et des défis qui doivent être affrontés. Conforter les résiliences implique de reconnaître et de respecter des savoirs traditionnels, de faire participer des populations aux processus de décision et de leur donner accès à la coopération internationale. La lutte contre le changement climatique devrait être inclusive et participative, et faire entendre les voix de ces communautés pour construire un futur durable.

Il est donc fondamental qu'il y ait une collaboration entre gouvernements, organisations internationales et communautés locales pour affronter ces défis et construire un futur plus durable et équitable dans la région.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

Uruguay et urgence climatique

– Ariel Bergamino

Ancien secrétaire d'État aux relations extérieures, ancien ambassadeur à Cuba

Comme dans bien des domaines, en ce qui concerne la crise climatique mondiale, l'Amérique latine et la Caraïbe font face à une situation asymétrique et paradoxale : cette région est responsable de 8 % des émissions au niveau mondial¹, mais c'est elle qui souffre le plus des conséquences du changement climatique.

Du fait de leur situation géographique, de la répartition sur le territoire de la population et de l'accès aux ressources naturelles, les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe subissent de plein fouet le changement climatique, toutes choses pointées dans les résultats de l'enquête sur le climat de la Banque européenne d'investissement. 57 % des personnes consultées disent sentir les effets du changement climatique dans leur vie quotidienne, 70 % estiment que le phénomène affecte négativement leur mode de vie, 50 % leur santé et 54 % n'écartent pas l'éventualité de devoir quitter leur pays.

L'enquête apporte d'autres éléments constitutifs de cette réalité asymétrique et paradoxale mentionnée ci-dessus. 88 % des sondés considèrent que les gouvernements doivent assumer des positions plus ambitieuses et mettre en place des mesures pour affronter les effets du changement climatique à court et long terme. Si cette exigence est forte, c'est que la mise en œuvre de stratégies de développement durable consistantes est insuffisante dans la région. Cette insuffisance s'explique principalement par une défaillance institutionnelle et démocratique et par la complexité de l'intégration régionale.

En effet, plusieurs études signalent une chute progressive de l'évaluation régionale des institutions démocratiques. Ainsi, par exemple, la série historique

des sondages « Latinbarometro » souligne qu'en 1997 la confiance dans la démocratie atteignait 65 %, puis 60 % en 2010, pour atteindre 48 % en 2023.

Le phénomène trouve plusieurs sources (faiblesse de l'État, déficiences institutionnelles, fragilité des systèmes politiques, instabilité des gouvernements, opacité et corruption dans la gestion de l'État, effacement des partis politiques, inégalités et malaise social, etc.). Ses conséquences compliquent la conception et l'application de stratégies fortes, qui font consensus, en matière de changement climatique.

En ce qui concerne l'intégration régionale, l'accumulation des propositions inscrites dans les agendas des organismes régionaux contraste avec le peu de mesures mises en œuvre. Sans nier la complexité des projets et des processus et les efforts accomplis, il convient de signaler que la région manque de projet stratégique, d'un agenda efficace et d'institutions pour le porter, à l'abri des aléas politiques. La gravité du phénomène climatique, en constante évolution et aux conséquences parfois irréversibles, exige d'inventer des critères et des mécanismes solides pour répondre intégralement aux difficultés rencontrées.

Il s'agit d'un projet nécessitant de la volonté et des décisions politiques de la part des États mais aussi intraétatiques. L'intégration a en effet aussi besoin d'une meilleure conduite, d'une plus grande confiance et de davantage de dialogue et d'accords.

L'Uruguay apparaît dans cette enquête comme un pays où la préoccupation pour le changement climatique et la dégradation environnementale est plutôt basse (35 % des enquêtés), à l'exception de ce qui concerne le manque d'eau (57 %).

1. Banque mondiale, *Feuille de route pour l'action climatique dans la région Amérique latine et Caraïbes 2021-2025*, 14 septembre 2022.

Comment comprendre ce pourcentage de personnes indifférentes, compte tenu des autres études qui précisent que l'Uruguay se distingue dans la région par un haut niveau d'acceptation de l'existence du changement climatique (87 % selon le « Latinbarometro 2017 ») ?

Pourtant, depuis les années 1990, l'Uruguay s'est joint aux différentes initiatives internationales de régulation du changement climatique. En conformité avec ces engagements, avec la participation active de représentants du secteur public et du privé, des universités et de la société civile, une feuille de route a été élaborée pour faire face au changement climatique. Elle inclut la ratification de la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique de 1994, la ratification de l'accord de Paris en 2016, la création du système national de réponse au changement climatique en 2009, celle du ministère de l'Environnement en 2020 (issu du ministère du Logement, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement) et l'approbation d'une politique nationale du changement climatique en 2016 ayant pour objectif de promouvoir adaptation et réduction de ses effets à l'horizon 2050. Cette feuille de route est en cohérence avec l'accord de Paris, l'agenda 2030 pour le développement durable, l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice pour les dossiers environnementaux en Amérique latine et dans la Caraïbe (accord d'Escazú).

La préoccupation forte des Uruguayens vis-à-vis de l'eau n'est pas surprenante si l'on tient compte qu'en raison de faibles précipitations depuis trois ans, les réserves d'eau douce se sont réduites à des taux historiquement bas ayant exigé l'adoption de mesures extrêmes pour épargner les réserves, en particulier à Montevideo et dans son aire métropolitaine, qui concentre plus de la moitié de la population totale du pays.

Les pluies survenues aux mois d'août et septembre 2023 ont allégé la sécheresse qui, pendant plusieurs mois, avait durement frappé l'activité agricole et pastorale et qui, pendant quelques semaines, avait été particulièrement accablante pour la population, plus particulièrement pour les secteurs les plus vulnérables. Pour autant, l'horizon reste couvert. L'évolution climatique est incertaine, et il faut composer dans la durée avec ce manque de visibilité ; ce qui est sûr, c'est que, selon les pronostics, les périodes de sécheresse vont se répéter de plus en plus fréquemment sur des espaces de plus en plus étendus. Face à ce scénario annoncé, il est urgent d'adopter des mesures à moyen et long terme permettant d'éviter ou de réduire les conséquences.

Il est tout aussi urgent d'aller vers un processus transformant le modèle de développement. Le changement climatique, le déclin massif de la biodiversité, l'appauvrissement des sols et la pollution et/ou la rareté de l'eau, ainsi que l'augmentation des déchets, sont des exemples de problèmes grandissants posés à l'échelle globale et nationale. On ne peut pas traiter ces questions de façon séparée et limitée. Il est donc nécessaire d'entrer dans un processus de transition écologique juste à tous les niveaux, dans une approche intégrant la nature, sa conservation, le bien-être des personnes aujourd'hui et demain et l'habitabilité de la planète.

Au-delà des contingences électorales, de l'alternance des gouvernements, il y a de grandes questions, comme celles abordées par cette enquête, dont on a esquissé des réponses ici, qui sont exigeantes et nécessitent de l'attention et une indispensable dose d'espérance.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

Table des matières

- 01 Note méthodologique
- 03 Analyse de l'enquête
–**Matthieu Cassan, Lise Gasperi**
- 03 Si violence et pauvreté dominant dans les préoccupations citoyennes,
le changement climatique et la dégradation de l'environnement
deviennent un enjeu majeur
- 04 Une majorité écrasante des citoyens ressentent d'ores et déjà les effets
du changement climatique dans leur quotidien
- 05 Les effets de la dégradation climatique sur la santé sont la principale
répercussion du changement climatique perçue par la majorité des citoyens
- 07 Le sujet de la migration climatique inquiète cependant la majorité
des habitants
- 08 Les citoyens de la région sont prêts à accepter des politiques plus strictes
et sont optimistes quant à leurs retombées économiques
- 09 Les énergies renouvelables sont fortement soutenues
- 09 Conclusion

- 10 Amérique latine et changement climatique : une réactivité contrainte
par l'asymétrie sociale et internationale
–**Jean-Jacques Kourliandsky**
- 12 La violence au cœur des enjeux climatiques
- 13 Comment réduire les inégalités et protéger l'environnement ?
- 15 Défendre l'environnement en souveraineté

- 18 Argentine et urgence climatique
–**Hayley Stevenson**
- 22 Brésil et urgence climatique
–**Josinaldo Aleixo**
- 25 Chili, la crise climatique dans un contexte de crise politique prolongée
–**Pilar Valenzuela Delplano**
–**Marcos Robledo Hoecker**
- 25 Le Chili dans la sixième enquête BEI : une citoyenneté consciente,
exigeant des réponses
- 26 Quelles politiques publiques ? Les débats sur l’impact du changement
climatique et le modèle chilien de développement
- 28 Gestion de l’environnement et crise chronique du Chili
- 30 Colombie et urgence climatique : la Colombie, « puissance mondiale
de la vie »
–**Angélica Montes Montoya**
- 31 La Colombie, nouvelle « puissance mondiale de la vie »
- 31 Les politiques et les engagements
- 32 Objectifs concernant l’impact climatique
- 33 Défis et obstacles
- 34 Conclusion
- 35 Le Mexique et l’urgence climatique : croissance économique
ou développement durable ?
–**Saúl Escobar Toledo**
- 35 Territoires arides
- 36 Territoires de grande biodiversité
- 36 Exploitation minière
- 36 Construction d’infrastructures
- 37 Les mégaprojets
- 37 Le débat

39	Pérou et urgence climatique
	–Oswaldo Bilbao Lobaton
39	Les glaciers, patrimoine en péril
39	Agriculture et sécurité alimentaire
40	Biodiversité et écosystèmes
40	Santé humaine
41	Peuples autochtones, peuple afro-descendant et communautés locales en Amérique latine
41	Conclusion
42	Uruguay et urgence climatique
	–Ariel Bergamino

Collection dirigée par Laurent Cohen et Jérémie Peltier

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

06_2023 : De la solitude choisie à la solitude subie. Enquête sur une « sociose »
Adrien Broche, François Miquet-Marty, Lucia Socias

06_2023 : L'Union européenne et les médias. Atonie générale, sursaut récent
Théo Verdier

06_2023 : Vers la vie pleine. Réenchanter les vacances au XXI^e siècle
Benoît Kermoal, Jérémie Peltier

05_2023 : Le pastoralisme en Afrique : un mode d'existence en péril ?
Pierre Jacquemot

05_2023 : La haine anti-LGBTI+ en France. Instantanés issus de l'application FLAG! en 2022
Flora Bolter, Denis Quinqueton, préface de Johan Cavirot

04_2023 : La guerre en Ukraine menée par la Russie : regards latino-américains
Jean-Jacques Kourliandsky (coord.)

04_2023 : L'accompagnement de la perte d'autonomie : une politique publique en déshérence ?
Diagnostic et propositions
Luc Domergue, Pavel Rehor

04_2023 : État d'urgence démocratique : comment décider ensemble ?
Marinette Valiergue

03_2023 : Travailler autrement ? Comment la pandémie a changé les organisations
du travail en Europe
Sarah Proust

02_2023 : Le rapport au travail post-Covid. Télétravail, management, reconnaissance, santé... :
les nouvelles tendances
Romain Bendavid (coord.)

02_2023 : Droits des femmes : combattre le « backlash ». Recommandations pour la politique
étrangère de la France
Amandine Clavaud, Lucie Daniel, Clara Dereudre, Lola-Lou Zeller

 [fondationjeanjaures](https://www.facebook.com/fondationjeanjaures)

 [@j_jaures](https://twitter.com/@j_jaures)

 [fondation-jean-jaures](https://www.linkedin.com/company/fondation-jean-jaures)

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

 [fondationjeanjaures](https://www.instagram.com/fondationjeanjaures)

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS